

CERCLE CONDORCET
DE PARIS

CONVICTIONS

avec la participation du
CERCLE RÉPUBLICAIN – VOULOIR LA RÉPUBLIQUE

La France face au capitalisme

2002

SOMMAIRE

Accueil	5
Guy Matteudi, Président du Club des Amis du Cercle Républicain	
Introduction	7
Jean Offredo, Président du Cercle Condorcet de Paris	
 PREMIÈRE PARTIE	
« Où va le capitalisme ? »	
Président : Bernard Brunhes, Président de « Bernard Brunhes Consultants »	
Luc Boltanski, Directeur d'études à l'EHESS	
<i>La morale du réseau ? Critiques et justifications dans les évolutions récentes</i>	11
Anton Brender, Économiste ¹	
 DEUXIÈME PARTIE	
« Peut-on réguler la mondialisation ? »	
Président : Pierre-Yves Cossé, ancien Commissaire au Plan	
Michel Aglietta, Professeur à Paris X-Nanterre	
<i>Peut-on réguler le capitalisme mondial ?</i>	29
Jacques Sapir, Directeur d'études à l'EHESS	
<i>Réguler le capitalisme ? De l'ambiguïté d'un concept aux illusions d'une pensée économique incohérente</i>	47
<i>Débat</i>	59

1. On pourra trouver les éléments de l'exposé d'Anton Brender, in *La France face à la Mondialisation*, La Découverte, Coll. « Repères », 3^e éd., 2002.

TROISIÈME PARTIE
**« L'Europe, laboratoire d'une transformation
du capitalisme ? »**

Président : Guy Raffi, Président du Club de l'Économie Sociale

Jean-Paul Fitoussi, Président de l'OFCE 67

Jean-Christophe Le Duigou, Secrétaire de la CGT 75

Débat 81

Synthèse des travaux

Jean-Pierre Pagé, Président de la Commission 89

« l'Avenir du capitalisme », Cercle Condorcet de Paris

Conclusion

Jean-Baptiste de Foucauld, Président de Convictions 95

Les textes qui figurent dans le présent document
ont été communiqués par les intervenants
du colloque qui s'est tenu le 22 septembre 2001.

Accueil

Guy MATTEUDI

C'est avec grand plaisir que j'accueille aujourd'hui au Cercle Républicain le Cercle Condorcet de Paris, présidé par Jean Offredo et l'association Convictions présidée par Jean-Baptiste de Foucauld.

Vous le savez doute, le Cercle Républicain a été créé en 1907 par des amis de la République. Issu d'une tradition centenaire, le Cercle est un lieu de rencontre, de débat, de réflexion, d'échanges, d'études et de synthèses. L'association souhaite, aujourd'hui comme hier, défendre les valeurs d'une République moderne et démocratique, promouvoir la citoyenneté, la laïcité et la tolérance, le respect des libertés individuelles et collectives. L'ensemble des travaux et des activités porte sur tous les domaines de la vie de l'homme en société, qu'ils soient politiques, économiques, scientifiques, sociaux ou culturels.

Dans ce contexte, le thème que vous avez choisi d'étudier aujourd'hui et votre méthode de travail me paraissent particulièrement adaptés à l'esprit que nous souhaitons promouvoir. Ce thème a déjà fait l'objet de travaux de commissions tant au sein du Cercle Condorcet que de Vouloir la République qui s'est récemment rapprochée du Cercle Républicain, et G. Bachelay a consacré un travail sur « le nouveau capitalisme » qui vous a été diffusé.

Plus que jamais dans la période que nous allons vivre, doit s'affirmer le souci du débat, de notre solidarité et notre fraternité républicaine. Le Cercle, fidèle à sa tradition, ouvre ses portes à tous les républicains de bon sens, à tous ceux qui, par leur expérience dans les domaines les plus divers, peuvent y venir confronter leurs idées en toute liberté et qui, dans une atmosphère de grande cordialité, veulent débattre et s'enrichir mutuellement.

Je ne peux m'empêcher de signaler que le Cercle développe aussi des partenariats avec plusieurs organisations et je salue l'un de vos anciens présidents, Guy Raffi, avec lequel nous organisons chaque mois les « Petits déjeuners de l'Économie sociale ».

C'est avec joie que je constate que vous avez su mobiliser plus de deux cents personnes pour débattre, un samedi, de « La France face au capitalisme », au moment où vont s'engager des confrontations politiques importantes pour notre pays.

Et je ne peux que vous encourager à engager un débat approfondi, démocratique et républicain.

Introduction

Jean OFFREDO

Ne cachons pas notre plaisir. Que ces trois mouvances citoyennes, diverses par leurs origines et leur culture politique, le Cercle Condorcet de Paris, Convictions et le Cercle Républicain – Vouloir la République, se retrouvent pour réfléchir ensemble et porter à l’opinion publique le fruit de leurs réflexions est une démarche intéressante et prometteuse. Modeste certes, mais pleine de signification. D’autant que cette initiative a trouvé un écho favorable et déterminant auprès de « têtes pensantes » de l’économie et du social, dont nous nous réjouissons qu’elles aient accepté de venir partager avec nous leurs pensées et intuitions.

* * *

Une double volonté a présidé à l’organisation de ce colloque :

— *Dire une parole et prendre place au début d’une année politique importante.* Et ceci afin qu’une question aussi fondamentale que celle abordée ici et maintenant ne soit pas occultée dans le débat public, et qu’il soit ainsi montré que le devoir de citoyenneté ne peut se contenter d’une vie politique, rythmée par le seul jeu de « petites phrases » politiciennes, médiatiquement correctes. Plus que jamais, le débat et la réflexion sont nécessaires pour alimenter le champ idéologique et politique, pour donner sens au choix électoral.

— *Provoquer la confrontation, l’expertise et la citoyenneté.* Trop évident et profond apparaît souvent l’écart entre ceux qui détiennent le savoir et la connaissance et ceux qui ont l’impression d’être tenus à l’écart parce qu’ils ne peuvent ni s’exprimer, ni être entendus. Comme si s’installait durablement une double fracture, d’une part, entre société du pouvoir et société civile, d’autre part, entre société du savoir et société civile.

Une analyse commune sur laquelle se sont retrouvés naturellement nos trois cercles d'opinion et d'éducation politiques.

* * *

Il est clair que cette journée d'étude s'est inscrite dans un climat différent de ce qu'il aurait dû être, ayant lieu dix jours après le choc du 11 septembre 2001 qui nous a tous bouleversés. Un moment a traversé l'esprit des organisateurs qu'une telle rencontre pouvait apparaître comme un manque à la décence et en décalage par rapport à la réalité vécue. Pouvait-on envisager un débat serein dans un contexte aussi dramatique ?

Et puis, à la réflexion, nous avons répondu qu'il fallait maintenir notre réunion et ce au nom de deux principes fondamentaux :

— D'abord, parce que c'est un devoir de résistance et d'insurrection auquel nous devons obéir, hommes et femmes de pensée et de raison, contre tout ce qui a pour but de détruire en même temps que les hommes, toute pensée et toute raison. Ce serait faire trop d'honneur à des forces de terrorisme et de destruction que laisser accroître qu'elles peuvent aussi tuer l'esprit.

— Ensuite, parce que, eu égard au thème de notre réflexion, les événements du 11 septembre 2001 nous invitent à aller encore plus au fond de la question. Peut-être à la lire différemment, en tous les cas à chercher des clés de réflexion qui prennent en compte les interrogations nouvelles, les situations nouvelles, sur le plan international et, par voie de conséquence, sur le plan national, induites par ce choc brutal.

Comme nous l'avons écrit avec Jean-Baptiste de Foucauld dans le document d'invitation à ce colloque, le capitalisme, rarement évoqué en tant que tel, est pourtant toujours au cœur du débat politique et idéologique de notre pays.

Contesté, voire rejeté par les uns, il est considéré par le plus grand nombre comme le système « naturel » et satisfaisant de nos activités. D'autres s'efforcent de distinguer marché et capitalisme, économie de marché et société de marché.

Le capitalisme a connu au cours des dernières années de très importantes transformations dues tantôt à l'évolution économique et technique elle-même, tantôt aux politiques menées : la mondialisation

intensifiée, les systèmes de communication ont changé d'échelle ; la tertiarisation de la production s'est accentuée ; les mouvements de capitaux se sont sophistiqués et ont accru leur influence sur les entreprises et sur les politiques des États ; enfin les politiques de libéralisation ont été menées partout, bien qu'avec une intensité variable, portant sur le commerce, les capitaux, les banques, les prix des biens et services, le marché du travail, les services publics, tandis qu'une certaine pression s'exerçait pour réduire le niveau des impôts et des charges sociales et les systèmes de protection sociale. Ceux-ci ont, dans l'ensemble, bien résisté jusqu'ici en Europe continentale mais leur pérennité ne paraît pas assurée tandis que les États peinent à redéfinir leur rôle.

Cette évolution du capitalisme s'est accompagnée d'un réel dynamisme, mais simultanément de nouveaux déséquilibres sont apparus, sans doute facilités par le fait que l'effondrement du communisme a privé le capitalisme d'un concurrent faisant en quelque sorte contrepoids. En effet, les rapports de force se sont aggravés entre capital et travail, entre gagnants et perdants de la mondialisation ; l'instabilité monétaire s'est accompagnée d'un ralentissement temporaire de la croissance qui a entraîné une forte hausse du chômage en Europe, et d'une augmentation du travail précaire, tandis que la meilleure performance de l'emploi au États-Unis s'accompagnait d'une faible rémunération du travail – les inégalités se sont fortement creusées par le haut et par le bas – et l'exclusion est apparue au moment même où les biens sociaux s'individualisaient. Enfin, les impacts de cette évolution sur l'environnement se sont multipliés sous différentes formes, de façon inquiétante, sans que des solutions apparaissent clairement jusqu'ici.

* * *

Comment analyser les évolutions, comment y faire face, comment répondre aux multiples défis ainsi posés, sans retomber dans les solutions anciennes qui ont échoué ?

Tel est le sens de notre démarche en trois temps :

1. ***Où va le capitalisme ?*** On tentera de faire un bilan des transformations en cours du capitalisme et analysera la manière dont il a pu surmonter les défis lancés par l'évolution des économies des pays développés.

2. ***Peut-on réguler la mondialisation ?*** Il s'agira non seulement d'examiner s'il est possible de corriger les excès et les dysfonctionnements du capitalisme par des régulations appropriées, mais aussi d'explorer les possibilités de solutions internationales alternatives concernant, par exemple, les règles de la concurrence, le respect des normes sociales.

3. ***L'Europe, laboratoire d'une transformation du capitalisme ?*** À quelles conditions une nouvelle Europe pourrait apporter d'autres solutions aux graves crises sociales et politiques induites par la puissance des marchés.

* * *

Trois temps pour approfondir la réflexion, provoquer les réactions et les prises de position des politiques.

Une manière démocratique et républicaine d'entrer dans la discussion et le débat sur un sujet grave.

PREMIÈRE PARTIE

Où va le capitalisme ?

Président : Gérard BRUNHES

Luc BOLTANSKI

La morale du réseau ? Critiques et justifications dans les évolutions récentes du capitalisme

L'un des objectifs principaux du travail que nous avons mené, depuis une quinzaine d'années, au sein du Groupe de sociologie politique et morale ¹, a été de réinscrire la question de la morale au sein de la sociologie. Nous pensons en effet que, sous-jacent à toute une série de fausses oppositions et de conflits superficiels (par exemple entre économie et sociologie ou encore entre approches « holistes » et approches « individualistes », etc.) se trouve un problème tout à fait central dans les sciences sociales, qui est celui de la relation entre, d'une part, des constructions qui éloignent de leur système d'interprétation les motifs moraux que se donnent les personnes et, d'autre part, des constructions qui, au contraire, leur sont attentives et tentent de les incorporer aux analyses qu'elles proposent, en tenant compte de la façon dont les personnes se justifient face aux autres (et aussi souvent à leurs propres yeux) ou, à l'inverse, se livrent à la critique.

Cités et régimes de justification

C'est ainsi que dans *De la justification*, publié en 1991 ², nous avons mis l'accent sur la nécessité, dans certaines situations où le jugement est, actuellement ou virtuellement, soumis à une critique en situation publique (par exemple au cours d'une réunion d'entreprise réunissant des syndicalistes et des managers) de prendre appui

1. École des Hautes Études en Sciences Sociales et Centre National de la Recherche Scientifique (Paris).

2. Luc BOLTANSKI, Laurent THÉVENOT, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991.

sur des *régimes de justification* adossés à des principes auxquels est reconnue une validité intrinsèque. De tels jugements peuvent être tenus pour légitimes et donner lieu à un accord entre différentes personnes parce qu'ils sont considérés comme ne dépendant pas des propriétés de ceux qui les émettent et, particulièrement, de leur pouvoir. Ces régimes ayant une validité très générale, sont susceptibles de servir de point d'appui aussi bien aux arguments énoncés sur le mode de la critique qu'aux justifications développées par les personnes mises en cause pour répondre à ces critiques.

Refusant l'opposition habituelle entre une sociologie du consensus et une sociologie critique, nous pensons donc que ces ordres légitimes soutiennent aussi bien l'*accord* que la *critique*. Nous les avons appelé des *Cités* par référence aux philosophies politiques classiques qui se donnent pour objet la possibilité de dessiner un ordre légitime reposant sur un principe de justice. Mais, à la différence de ces philosophies politiques, qui cherchent habituellement à faire reposer l'ordre social sur un seul principe, ce qui est utopique, nous avons considéré que, dans les sociétés modernes complexes, plusieurs régimes de justification coexistent dans un même espace social tout en étant plus ou moins pertinents selon les caractéristiques de la situation où ils se trouvent invoqués (c'est-à-dire, plus concrètement, selon la nature des objets, matériels ou symboliques, qui sont inclus dans cette situation)³.

3. Dans *De la justification*, nous avons identifié six régimes de justification (six cités) : la cité inspirée, la cité domestique, la cité du renom, la cité civique, la cité marchande et la cité industrielle. Dans la *cité inspirée*, la grandeur est celle du saint qui accède à un état de grâce ou de l'artiste qui reçoit l'inspiration. Elle se révèle dans le corps propre préparé par l'ascèse, dont les manifestations inspirées (sainteté, créativité, sens artistique, authenticité...) constituent la forme privilégiée d'expression. Dans la *cité domestique*, la grandeur des gens dépend de leur position hiérarchique dans une chaîne de dépendances personnelles. Dans une formule de subordination établie sur un modèle domestique, le lien politique entre les êtres est conçu comme une généralisation du lien de génération conjuguant la tradition et la proximité. Le « grand » est l'aîné, l'ancêtre, le père, à qui on doit respect et fidélité et qui accorde protection et soutien. Dans la *cité du renom*, la grandeur ne dépend que de l'opinion des autres, c'est-à-dire du nombre des personnes qui accordent leur crédit et leur estime.

Le « grand » de la *cité civique* est le représentant d'un collectif dont il exprime la volonté générale. Dans la *cité marchande*, le « grand » est celui qui s'enrichit en proposant sur un marché concurrentiel des marchandises très désirées, en sachant saisir les opportunités. Enfin, dans la *cité industrielle*, la grandeur est fondée sur l'efficacité, et détermine une échelle des capacités professionnelles.

Les six régimes de justification que nous avons identifié dans *De la justification* n'y sont pas présentés comme des êtres transcendants qui seraient inhérents à la nature humaine dans sa dimension sociale, mais comme des êtres historiques donnant lieu à des compromis variables selon les sociétés politiques dans lesquels ils sont incarnés. En tant qu'êtres historiques, les régimes de justification sont aussi soumis au changement dans le temps, selon des modalités relativement contingentes découlant de la rencontre de séries causales indépendantes.

Le problème de l'historicité des points d'appui normatifs est une des questions abordées par Eve Chiapello, professeur à HEC ⁴, et moi, dans un ouvrage récent, *Le nouvel esprit du capitalisme* ⁵, qui a une portée plus générale. Nous sommes notamment revenus sur le modèle des cités, mais en prenant cette fois pour objet la façon dont des régimes de justification prennent forme ou, au contraire, disparaissent.

Le livre repose sur une comparaison systématique de deux corpus composés d'extraits des principaux ouvrages de management publiés en français (bien que nombre d'entre eux soient traduits de l'anglais), durant deux périodes différentes : d'une part dans les années 1960 ; d'autre part dans les années 1990. En tout, 150 textes, environ, ont été numérisés et traités au moyen d'un nouveau logiciel d'analyse de discours ⁶. *Le nouvel esprit du capitalisme* a pour objet les changements globaux qui ont affecté ce que, à la suite de Max Weber, nous appelons, l'*esprit du capitalisme*, au cours des trente dernières années

Un nouveau régime de justification : la cité par projet

La littérature de management des années 1990 nous semble faire référence à un nouveau type de grandeur, pertinent dans un nouveau régime de justification que nous avons appelé la *cité par projet*. Bien sûr les textes des années 90 sont loin d'enfermer la seule rhétorique du projet.

4. École des Hautes Études Commerciales (Paris, Jouy en Josas).

5. Luc BOLTANSKI, Eve CHIAPELLO, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

6. Il s'agit du logiciel PROSPERO, développé par F. CHATEAURAYAUD et J.-P. CHARRIAUD à l'EHESS.

Le terme de *cité par projet* est calqué sur une dénomination fréquente dans la littérature de management : l'organisation par projets. Celle-ci évoque une entreprise dont la structure même est faite d'une multitude de projets associant des personnes variées dont certaines participent à plusieurs projets. La nature même de ce type de projets étant d'avoir un début et une fin, les projets se succèdent et se remplacent, recomposant au gré des priorités et des besoins, les groupes ou équipes de travail. Par analogie nous pourrions parler d'une structure sociale par projets ou d'une organisation générale de la société par projets. La cité par projet se présente ainsi comme un système de contraintes pesant sur un monde en réseau (un monde *connexionniste*) incitant à ne tisser des liens et à n'étendre leurs ramifications qu'en respectant les maximes de l'action justifiable propre aux projets.

Cette cité prend appui sur l'activité de *médiateur* mise en œuvre dans la formation des réseaux, de façon à la doter d'une valeur propre, indépendamment des buts recherchés et des propriétés substantielles des entités entre lesquelles la médiation s'effectue. Dans cette perspective, la médiation est en soi une valeur ou plutôt, une *grandeur* spécifique dont peut se prévaloir tout acteur quand il « met en rapport », « fait des liens » et contribue par là à « tisser des réseaux »⁷.

Je vais maintenant présenter les grandes lignes de ce nouveau régime de justification qui semble actuellement en train d'émerger. Dans une cité par projet, l'équivalent général, ce à quoi se mesure la grandeur des personnes et des choses, est l'*activité*. Mais, à la différence de ce que l'on constate dans la cité industrielle, où l'activité se confond avec le travail et où les actifs sont par excellence ceux qui disposent d'un travail salarié stable et productif, l'activité, dans la cité par projet, surmonte les oppositions du travail et du non-tra-

7. Mais, faire l'hypothèse que nous assistons à la formation d'une nouvelle cité pour laquelle les épreuves qui importent auraient trait à la confection des liens ne signifie pas, bien évidemment, que la mise en place de réseaux constituerait une nouveauté radicale, comme le suggèrent parfois les écrits qui leur sont consacrés. Notre position est différente. La formation de réseaux plus ou moins étendus n'est pas plus une réalité nouvelle que l'activité marchande ne l'était à l'époque où Adam Smith écrit *La richesse des nations*. Mais tout se passe comme s'il fallait attendre le dernier tiers du XX^e siècle pour que l'activité de médiateur, l'art de tisser et d'utiliser les liens les plus divers et les plus lointains, se trouve autonomisée, détachée d'autres formes d'activités qui jusque là la recouvraient, identifiée et valorisée pour elle-même. C'est ce processus qui nous paraît constituer une nouveauté digne d'attention.

vail, du stable et de l'instable, du salariat et du non-salariat, de l'intéressement et du bénévolat, de ce qui est évaluable en termes de productivité et de ce qui, n'étant pas mesurable, échappe à toute évaluation comptable.

L'activité vise à générer des projets où à s'intégrer à des projets initiés par d'autres. Mais le projet, qui n'est pas une institution pré-établie, n'ayant pas d'existence hors de la *rencontre*, l'activité par excellence consiste à s'insérer dans des *réseaux* et à les explorer, pour rompre son isolement et avoir des chances de rencontrer des personnes ou de frayer avec des choses dont le rapprochement est susceptible d'engendrer un projet. L'activité se manifeste dans la multiplicité des projets de *tous ordres* qui peuvent être menés concurremment ou être développés successivement, le projet constituant, dans cette logique, un dispositif transitoire. La vie est conçue comme une succession de projets, d'autant plus valables qu'ils sont plus différents les uns des autres. La qualification de ces projets selon des catégories pertinentes dans les autres cités (tels que familiaux, affectifs, éducatifs, artistiques, religieux, politiques, charitables...) et surtout leur classement selon la distinction entre ce qui relève du loisir et ce qui a trait au travail n'est pas, dans la logique de cette cité, ce qui importe, sinon de façon très secondaire. Ce qui importe, c'est de développer de l'activité, c'est-à-dire de n'être jamais à cours de projet, à cours d'idée, d'avoir toujours quelque chose en vue, en préparation, avec d'autres personnes que la volonté de faire quelque chose conduit à rencontrer.

Chacun sait, au moment où il s'engage dans un projet, que l'entreprise à laquelle il va contribuer est destinée à vivre un temps limité, que non seulement elle peut, mais qu'elle doit se terminer. L'horizon d'une fin inévitable et souhaitable accompagne donc l'engagement sans affecter l'enthousiasme. C'est précisément parce que le projet est une forme transitoire qu'il est ajusté à un monde en réseau : la succession des projets en multipliant les connexions et en faisant proliférer les liens, a pour effet d'étendre les réseaux.

Le grand de la cité par projet est adaptable et flexible. Il peut basculer d'une situation dans une autre très différente et s'y ajuster. Il est polyvalent, capable de changer d'activité ou d'outil. Il est par là *employable*, c'est-à-dire, dans l'univers de l'entreprise, à même de s'insérer dans un nouveau projet. Le grand dans cette cité est aussi actif et autonome. Il sait prendre des risques pour nouer des contacts toujours nouveaux et riches de possibilités et repérer les bonnes

sources d'information afin d'éviter les liens redondants. Le grand de la cité par projet n'est pas l'homme de nulle part. À l'aise partout où il se trouve il sait aussi être local. En effet, le réseau n'ayant pas de représentation de surplomb, les actions s'y trouvent toujours encadrées dans la contingence d'une situation présente. Il sait mettre en valeur sa présence dans des relations personnelles en face à face. Le grand rend manifeste (sans que cela puisse être mis sur le compte d'une stratégie ou d'un calcul) qu'il n'est pas réductible aux propriétés statutaires qui le définissent dans son curriculum. En présence, c'est une vraie personne au sens où, loin d'accomplir mécaniquement son rôle social, il sait prendre des distances et faire des écarts au rôle qui le rendent attachant.

Mais ces qualités ne suffisent pas à définir l'état de grand, parce qu'elles peuvent être mises en œuvre de façon opportuniste, dans une stratégie purement individuelle de réussite. Or le grand, dans la logique de la cité, est aussi celui qui met ses qualités propres au service du bien commun. Le grand de la cité par projet est donc aussi celui qui est capable d'engager les autres, parce qu'il inspire confiance, que sa *vision* produit de l'enthousiasme. Il a les qualités pour animer une équipe qu'il ne dirige pas de façon autoritaire, à la façon du chef hiérarchique, mais en se mettant à l'écoute des autres, avec tolérance et en respectant les différences. L'équipe lui fait confiance dans la mesure où il redistribue les connexions qu'il a su réaliser en explorant les réseaux. Le chef de projet développe ainsi l'*employabilité* de ses collaborateurs.

À l'inverse, dans une cité par projet, le petit est celui qui ne sait pas s'engager, parce qu'il ne sait pas faire confiance, ou encore celui qui ne sait pas communiquer, parce qu'il est *fermé*, qu'il a des *idées arrêtées* ou qu'il est autoritaire et intolérant. La rigidité, qui est le contraire de la flexibilité, constitue, dans ce monde, le défaut principal des petits. Est facteur de rigidité tout ce qui diminue la *mobilité*, comme, par exemple, l'attachement à un métier ou l'enracinement dans une région. Le petit n'explore pas les réseaux. Il est par là menacé d'*exclusion*, c'est-à-dire, dans un univers réticulaire, de mort sociale.

Dans une cité par projet, l'accès à l'état de grand suppose le sacrifice de tout ce qui peut entraver la disponibilité. Le grand renonce à avoir un projet qui dure toute la vie (une vocation, un métier, un mariage, etc.). Il est mobile. Rien ne doit entraver ses déplacements. C'est un nomade. Les sacrifices consentis ont tous pour effet

d'accroître la légèreté des êtres, qu'il s'agisse des personnes ou des entreprises (*lean production*). L'exigence de légèreté suppose le renoncement à la stabilité, à l'enracinement, à l'attachement, aux personnes ou aux choses. À la propriété, qui leste et alourdit, l'homme de la cité par projet préfère d'autres formules donnant accès à la jouissance des objets, telles que la location. Pour les mêmes raisons, le grand de cette cité refuse les responsabilités institutionnelles, qui entravent la mobilité, car il préfère l'autonomie à la sécurité. Le grand de la cité par projet est aussi léger au sens où il est libéré du poids de ses propres passions et de ses valeurs. Il n'y a pas de « valeur » à laquelle il serait attaché une fois pour toutes, si ce n'est la tolérance à toutes les valeurs. L'homme léger ne peut plus dès lors s'enraciner qu'en lui-même, seule instance dotée d'une certaine permanence dans un monde complexe, incertain et mouvant. Mais chacun n'est lui-même que parce qu'il est les liens qui le constituent.

Ajoutons enfin que dans un tel monde, où l'opération principale est l'établissement de connexions, il est normal de trouver une forte présence des nouvelles technologies informatiques de communication. Sont aussi fréquemment mentionnés les dispositifs qui caractérisent l'entreprise *postmoderne*, *postfordiste*, *en réseau*, etc. (sous-traitance, spécialisation souple, externalisation, unités autonomes, franchises, etc.).

La cité par projet telle que je viens de la dessiner à grands traits, fait surtout référence au monde de l'entreprise. Mais la prise en considération de travaux récents portant, par exemple, sur les changements actuels de la représentation de la famille ou encore sur les synopsis de films de fictions présentés à la télévision, tend à montrer qu'il s'agit bien d'une représentation générale en train de s'imposer dans un grand nombre de domaines. Différents indices (qu'il serait trop long d'énumérer dans le détail) suggèrent que la métaphore du réseau tend progressivement à prendre en charge une nouvelle représentation générale des sociétés. C'est ainsi que la problématique du lien, de la relation, de la rencontre, de la rupture, de la perte, de l'isolement, de la séparation, en tant que prélude à l'instauration de nouveaux liens, à la formation de nouveaux projets, est au cœur des changements actuels de la vie personnelle, amicale et surtout familiale. Ces univers sont par là, au même titre que le monde du travail, marqués par un accroissement de la tension entre l'exigence d'autonomie et le désir de sécurité.

Les transformations du capitalisme et la formation de la cité par projet

Une grande partie de *Le nouvel esprit du capitalisme* est consacrée à l'analyse historique des processus qui ont conduit à la formation de cette représentation en réseau du monde social. Sans reprendre ces analyses dans le détail, je vais essayer de donner les grandes lignes du modèle que nous avons élaboré, Eve Chiapello et moi, pour rendre compte de ces changements.

L'argument peut être résumé de la façon suivante : les transformations du capitalisme au cours des trente dernières années ont favorisé le déploiement d'un monde que l'on peut appeler *connexionniste* (qui s'auto-décrit dans la métaphore du réseau), et la multiplication de personnes qui trouvent leur justification dans une activité de *médiateurs*. Dans cette optique, la formation de la *cité par projet* nous apparaît comme orientée à la fois vers la *légitimation* d'un tel monde connexionniste et vers la *limitation* des pratiques qui peuvent y être accomplies de façon à ce que soit respectée une contrainte de justification par référence à un bien commun. Le modèle de changement normatif mis en œuvre associe donc la formation d'une représentation du monde en réseau et de la cité par projet aux changements qui ont affecté le capitalisme au cours de trente dernières années. Il repose sur une scénographie comportant trois actants : le *capitalisme*, l'*esprit du capitalisme* et la *critique*.

1) **Le capitalisme**. – Il est caractérisé :

- a) par une formule minimale mettant l'accent sur une exigence d'accumulation illimitée par des moyens formellement pacifiques. Le capital est détaché des formes matérielles de la richesse et ne peut s'accroître qu'en étant constamment réinvesti et en circulant, ce qui lui confère un caractère réellement abstrait qui va contribuer à rendre perpétuel le processus d'accumulation ;
- b) par la concurrence : chaque entité capitaliste est constamment menacée par les actions provenant d'entités concurrentes. Cette dynamique crée une inquiétude permanente et offre au capitaliste un motif d'autopréservation très puissant pour continuer sans fin le processus d'accumulation ;
- c) par le salariat : une partie de la population qui ne détient pas ou peu de capital tire des revenus de la vente de son travail et non de la vente des produits de son travail. Elle ne dispose pas de moyens de

production et dépend donc des décisions de ceux qui les détiennent pour travailler.

2) **L'esprit du capitalisme.** – Le capitalisme est, à bien des égards, un système absurde : les salariés y ont perdu la propriété des résultats de leur travail et la possibilité de mener une vie active hors de la subordination. Quant aux capitalistes, ils se trouvent enchaînés à un processus sans fin et insatiable. Pour ces deux genres de protagonistes, l'insertion dans le processus capitaliste manque singulièrement de justifications. Or, l'accumulation capitaliste exige la mobilisation d'un très grand nombre de personnes dont les chances de profit sont faibles. Pourtant, une bonne partie au moins de ces personnes n'est pas particulièrement motivée à s'engager dans les pratiques capitalistes, quand elles ne leur sont pas hostiles. Ce problème est particulièrement épineux dans les économies modernes qui exigent, particulièrement des cadres, un haut niveau d'engagement. La qualité de l'engagement que l'on peut attendre ne dépend pas seulement de stimulations matérielles, mais aussi de la possibilité de faire valoir les avantages collectifs que procure le capitalisme. Nous appelons *esprit du capitalisme* l'idéologie qui justifie l'engagement dans le capitalisme et qui rend cet engagement désirable.

3) **La critique.** – La critique du capitalisme est aussi ancienne que le capitalisme lui-même. C'est parce qu'il fait l'objet de critiques que le capitalisme est amené à être justifié. En l'absence de critiques, la justification est inutile. Mais ces justifications, le capitalisme ne peut aller les chercher en lui-même parce que, défini par l'exigence d'accumulation, il est largement autonome par rapport aux justifications morales et politiques. Les justifications du capitalisme vont donc prendre appui sur ces constructions normatives très générales que nous avons appelé des cités.

Nous distinguons deux types de critiques du capitalisme à l'œuvre depuis le XIX^e siècle. La première est la *critique sociale* : elle met l'accent sur les inégalités, la misère, l'exploitation, et sur l'égoïsme d'un monde qui stimule l'individualisme par opposition à la solidarité. Son principal vecteur a été le mouvement ouvrier. La seconde forme de critique (à laquelle Eve Chiapello a consacré son précédent ouvrage, *Artistes versus managers*⁸), nous l'appelons la *critique artiste*. Elle s'est développée d'abord dans de petits cercles

8. Eve CHIAPELLO, *Artistes versus managers*, Paris, Métailié, 1998.

d'artistes et d'intellectuels, et elle met l'accent sur d'autres traits du capitalisme : elle critique l'oppression dans un monde capitaliste (la domination du marché, la discipline d'usine), l'uniformisation dans la société de masse et la marchandisation de tout, et valorise un idéal de libération et d'autonomie individuelle, la singularité et l'authenticité.

L'esprit du capitalisme comprend un noyau stable autour duquel se déploient des variantes historiques. La base relativement stable est composée d'arguments forgés principalement par la théorie économique. Ces arguments sont essentiellement de trois types : ils mettent l'accent :

- a)* sur le progrès indissociablement technologique et économique ;
- b)* sur l'efficacité et l'efficience d'une production stimulée par la concurrence ;
- c)* sur le fait que le capitalisme serait un régime favorable aux libertés individuelles et particulièrement aux libertés politiques.

Pourtant, les justifications fournies par la science économique ont un caractère trop général et trop stable dans le temps pour engager les personnes ordinaires dans les circonstances concrètes de la vie, particulièrement de la vie au travail, et pour leur donner des ressources argumentatives leur permettant de faire face aux dénonciations en situation et aux critiques qui peuvent leur être personnellement adressées. Les justifications susceptibles de nourrir l'esprit du capitalisme doivent avoir un caractère plus concret de façon à sensibiliser les personnes auxquelles elles s'adressent et à leur proposer des modèles d'action dont elles puissent se saisir. Le discours du management constitue aujourd'hui la forme par excellence dans laquelle l'esprit du capitalisme se trouve incorporé et donné en partage.

Trois dimensions jouent un rôle particulièrement important dans les expressions concrètes de l'esprit du capitalisme :

- a)* La première indique en quoi l'engagement dans le capitalisme est « excitant ». Autrement dit, en quoi il est source d'épanouissement personnel et en quoi il peut susciter l'enthousiasme. Cette dimension « excitante » est le plus souvent liée aux différentes formes de « libération » offertes par le capitalisme ;
- b)* Un second ensemble d'arguments mettent en valeur les formes de sécurité offertes à ceux qui s'engagent, pour eux-mêmes et pour leurs enfants ;

c) Enfin, un troisième ensemble d'arguments, particulièrement importants pour notre démonstration, font référence à la justice : ils disent en quoi le capitalisme sert le bien commun d'une façon conforme au sens de la justice.

Ainsi conçu, l'esprit du capitalisme est sujet à des changements historiques en fonction :

a) des formes prises par l'accumulation à un moment donné (organisation de la production, marchés sources de profits, possibilités technologiques, etc.) ;

b) du genre de critiques adressées au capitalisme qui l'obligent à se justifier, à se rendre désirable.

D'un examen de la littérature sur l'évolution du capitalisme on peut extraire le dessin de trois « esprits » qui se sont succédés depuis le XIX^e siècle.

a) Le premier, dont on trouve la description par exemple chez Sombart, correspond à un capitalisme à dominante domestique. Le bourgeois entrepreneur en est la figure dominante. La dimension excitante est fournie par l'esprit d'entreprise. La sécurité, par le respect de la morale bourgeoise. Enfin les dispositifs de justice sont surtout de l'ordre de la charité et de l'aide individuelle.

b) Le second esprit, dont on trouve par exemple une description, des années 30 du XX^e siècle, aux années 1960 (notamment chez Galbraith), est centré sur la grande entreprise intégrée. La figure dominante en est le directeur salarié. La sécurité est assurée par des mécanismes tels que la carrière et par l'association du capitalisme privé au développement de l'État-providence. Enfin la justice y prend des formes fortement méritocratiques appuyées sur la prise en compte des compétences certifiées par des diplômes. Le second esprit du capitalisme fait fréquemment appel à des justifications reposant sur un compromis entre la cité industrielle et la cité civique.

c) Une troisième forme d'esprit du capitalisme apparaît dans les années 1980. C'est cette nouvelle forme qui prend appui sur la cité par projet, dont j'ai indiqué tout à l'heure les traits les plus marquants.

Il faut préciser que l'esprit du capitalisme, loin d'occuper seulement la place d'un « supplément d'âme » ou d'une « superstructure » (comme le supposerait une approche marxiste des idéolo-

gies) joue un rôle central dans le processus capitaliste qu'il sert en le contraignant. En effet, les justifications qui permettent de mobiliser les parties prenantes entravent l'accumulation. Si l'on prend au sérieux les justifications avancées, tout profit n'est pas légitime, tout enrichissement n'est pas juste, toute accumulation même importante et rapide n'est pas licite. L'intériorisation par les acteurs d'un certain esprit du capitalisme fait donc peser sur le processus d'accumulation des contraintes qui ne sont pas de pure forme. L'esprit du capitalisme fournit ainsi à la fois une justification du capitalisme (par opposition aux remises en questions qui se veulent radicales) et un point d'appui critique permettant de dénoncer l'écart entre les formes concrètes d'accumulation et les conceptions normatives de l'ordre social.

*De la critique des années 1960-70 aux changements
des années 1980-90*

Comment s'est opéré le passage du second esprit du capitalisme, encore très présent dans notre corpus de management des années 1960, au troisième esprit dont la littérature de management des années 1990 fournit une illustration.

Nous proposons le processus suivant qui fait jouer de façon dynamique les trois actants dont j'ai parlé tout à l'heure : le *capitalisme*, l'*esprit du capitalisme* et la *critique*. Voici, très sommairement résumées, les étapes de ce processus ⁹.

Les années 1965-1975 sont marquées par une élévation importante du niveau de critique dont le capitalisme fait l'objet qui culmine en 1968 et dans les années suivantes. Ces critiques font peser sur le capitalisme la menace d'une crise importante. Elles sont loin d'être seulement verbales et s'accompagnent de grèves, de violences et ont pour effet une désorganisation de la production qui fait baisser la qualité des produits industriels et, selon certaines estimations, doublent les coûts salariaux. Ces critiques prennent pour cibles à peu près toutes les épreuves instituées sur lesquelles reposait la légitimité de l'ordre social. Sont ainsi critiquées :

9. Notre récit prend l'exemple français, mais nous pensons qu'au prix de spécifications en fonction des particularités des différentes sociétés occidentales, il pourrait avoir une validité plus large.

- a) les épreuves dont dépendent la relation salaire-profits et le partage de la valeur ajoutée ;
- b) les épreuves qui légitiment les asymétries en termes de pouvoir et de relations hiérarchiques (au travail mais aussi dans la famille) ;
- c) les épreuves sur lesquelles repose la sélection sociale : les épreuves scolaires, les épreuves de recrutement professionnel, celles dont dépend l'avancement dans la carrière, etc.

La critique dévoile ce qui, dans ces épreuves, transgresse la justice. Ce dévoilement consiste particulièrement à révéler les forces cachées qui viennent parasiter l'épreuve et à démasquer les avantages immérités dont bénéficient certains protagonistes.

Ce haut niveau de critique alarme les responsables des institutions du capitalisme et, au premier chef, le patronat, qui s'inquiète vivement de la « crise de l'autorité » et du « refus du travail en entreprise », particulièrement chez les jeunes.

Une particularité importante de la crise dont les événements de mai 68 sont le centre est que les deux critiques, la critique sociale et la critique artiste, y jouent un rôle à peu près équivalent, tandis que, dans les crises sociales antérieures, la critique artiste ne se manifestait que dans des cercles restreints d'intellectuels. On peut attribuer ce changement à l'accroissement très important du nombre des étudiants dans les années 60 et aussi à l'importance également croissante du rôle joué dans le processus de production par les cadres, ingénieurs et techniciens, détenteurs d'un capital culturel. Dans le monde de l'entreprise, la critique artiste se manifeste surtout dans les revendications autogestionnaires (présentes surtout au sein du syndicat CFDT) qui exigent la participation des salariés au contrôle de l'entreprise et mettent l'accent sur l'autonomie individuelle et sur la créativité. Ces revendications sont surtout mises en avant par des techniciens, des ingénieurs et des cadres. À l'opposé, les revendications traditionnelles de la critique sociale (augmentations de salaires, diminution des inégalités, etc.) sont surtout portées par le syndicat majoritaire, CGT, proche du parti communiste et dominé par les ouvriers de métier.

En France, les organisations patronales chercheront successivement dans deux voies très différentes un moyen de sortir de la crise.

1) **Première voie.** – Une première voie va consister, dans les années 1968-73 environ, à rejeter avec force les revendications relevant de

la critique artiste mais, au contraire, à écouter les revendications relevant de la critique sociale. Cela conduit les organisations patronales à rechercher un accord avec les syndicats en convergeant vers des épreuves instituées depuis les années 1950 (négociations dans le cadre des conventions collectives, négociations au niveau national sous le contrôle de l'État, etc.). Les syndicats, souvent eux-mêmes assez désorientés par des mouvements sociaux dont ils n'ont pas toujours l'initiative, se prêtent au jeu. Ces négociations ont notamment pour effet un relèvement des salaires les plus bas, une diminution des disparités de salaires et la signature de nombreux accords signés au niveau national qui renforcent la sécurité des salariés. Dans le cas des épreuves dont dépendent la sélection des personnes et l'exercice de l'autorité, la critique a pour effet de rendre ces épreuves plus justes et plus conformes à un idéal méritocratique en conduisant à modifier les dispositifs d'épreuve de façon à rendre plus difficile le recours à des forces qui ne sont pas comprises dans la définition officielle de l'épreuve. La critique a donc pour effet d'accroître ce que nous appelons la *tension* des épreuves. La tension croissante des épreuves pénalise des acteurs jusque là privilégiés au sens où ils disposaient de ressources très diverses leur donnant un avantage dans des situations d'épreuve très diverses.

2) **Seconde voie.** – Le durcissement des épreuves et les mesures favorables aux salariés, qui ont un coût économique et symbolique élevé, n'ont pas pour effet d'arrêter la crise. Le niveau de critique et de désorganisation de la production reste élevé. À partir de 1975 environ, et en prenant appui sur le premier choc pétrolier qui a érodé les profits, les organisations patronales adopteront une seconde stratégie. Elle consistera, pour dire vite, à abandonner le terrain des épreuves instituées, où s'exprime la critique sociale, pour se mettre à l'écoute de revendications nouvelles relevant plutôt de la critique artiste.

Ce changement se manifestera surtout dans le domaine de l'organisation du travail. Un grand nombre d'entreprises importantes développeront alors des innovations et des expérimentations allant dans le sens de ce qui va être appelé « l'amélioration des conditions de travail », mot d'ordre du patronat à partir de 1975. D'abord réalisés en ordre dispersés, ces changements seront plus ou moins coordonnés par les organisations patronales qui, notamment sous

l'influence de sociologues du travail et de nouveaux consultants issus du mouvement de mai 68, ont adoptées une nouvelle interprétation de la crise, comme révolte contre les conditions de travail et contre les formes traditionnelles d'autorité. Ces changements consistent dans une large mesure à reconnaître la validité de l'exigence d'autonomie et à appliquer à l'ensemble du personnel des modes de gestion jusque là réservés aux cadres (équipes autonomes, horaires flexibles, primes, salaire d'efficience, etc.). Au niveau de l'appareil de la production ils vont de pair avec une série de transformations qui démantèlent la grande entreprise intégrée pour la remplacer par une flottille de petites unités liées par des réseaux de contrats (intérim, sous-traitance, externalisation des fonctions qui ne correspondent pas au métier principal de l'entreprise, etc.).

Cette seconde voie consiste, en résumé, à abandonner les lieux d'épreuve jusque là institués (le système des relations professionnelles) au profit d'une série de *déplacements*. Ces déplacements introduisent de nouvelles épreuves (par exemple de nouvelles exigences pour les ouvriers dont la capacité à communiquer devient un critère de sélection important). Mais ces épreuves nouvelles sont difficiles à identifier par ceux qui s'y trouvent soumis parce qu'elles n'ont pas fait l'objet d'un travail, notamment juridique, de catégorisation et de réglementation.

Le travail du management, dans les années 80, consistera à coordonner ces changements et à leur donner sens, notamment en les interprétant dans le langage des réseaux, emprunté aux sciences sociales.

Cette seconde voie réussira là où la première a échoué. Ces changements permettront une reprise en main de la force de travail et un redéploiement du capitalisme. Ce redéploiement trouve devant lui un champ libre parce que ces changements ont eu pour effet de faire taire la critique, et cela de deux façons différentes. La critique sociale, portée par les grands syndicats, s'est trouvée le plus souvent désarmée face à ces changements qu'elle ne sait pas interpréter. Construite en isomorphie avec son adversaire, la grande entreprise intégrée, la critique sociale perd, au cours de ce processus, les prises qui lui permettait jusque là d'infléchir, avec une certaine efficacité, les décisions patronales. Quant à la critique artiste, elle perd de son mordant pour une raison très différente. Une grande partie de ceux qui s'en sont fait, dans les années qui entourent mai 68, les porte-parole, sont satisfaits des changements intervenus dans l'organisa-

tion du travail et, plus généralement, dans la société, quand ils ne sont pas eux-mêmes intégrés, à la faveur du gouvernement socialiste, aux nouveaux dispositifs de pouvoir.

Le redéploiement du capitalisme dans les années 80 est lié par conséquent à sa capacité à tourner et à rendre obsolètes les contraintes qui étaient pertinentes dans le cadre du second esprit du capitalisme. Le déplacement des épreuves durant cette période et le silence d'une critique déboussolée permettent le redéploiement d'un capitalisme libéré de la plupart des contraintes qu'il devait jusque là respecter.

L'un des résultats de ce redéploiement est d'avoir fait basculer dans un sens favorable au capital le partage salaire / profits. Mais cela au prix d'un accroissement des inégalités, de la précarité et d'un appauvrissement de couches importantes du salariat. Ces dégradations de la condition salariale entraînent, dans les années 1990, un retour de la critique dont témoignent, notamment, les grandes grèves de l'automne 1995. Ce renouveau de la critique, qui se manifeste actuellement surtout sur le terrain de la critique sociale (la critique artiste restant largement silencieuse ou routinière) va dans le sens d'une réflexion conduisant à réglementer les nouvelles épreuves et à enraciner dans de nouveaux dispositifs de justice le troisième esprit du capitalisme. C'est ainsi qu'un grand nombre de dispositifs actuellement à l'étude en France peuvent être considérés comme visant à enraciner la cité par projet dans des dispositifs dotés d'une existence juridique. C'est le cas, par exemple, du contrat d'activité qui s'ajouterait au contrat de travail et qui donnerait la possibilité à des salariés que leur entreprise ne veut pas ou ne peut pas conserver de faire une formation ou d'être employés par des organisations à but non lucratif.

Je résumerai, pour finir, quelques unes des grandes lignes du modèle de changement dont je viens de donner un exemple. Il a pour caractéristique :

- a) de mettre l'accent sur les actions des personnes en situations d'incertitude et souvent de conflit au lieu de faire reposer le changement sur des forces impersonnelles exerçant un effet fatal ;
- b) il est centré sur la notion d'épreuve avec l'alternance de deux régimes d'épreuve, le premier – régime de catégorisation – caractérisant des épreuves reconnues comme telles, instituées et réglementées sur lesquelles la critique peut avoir prise ; le second

– régime de déplacement – étant marqué par des séries d’écarts par rapport aux épreuves instituées permettant de modifier les parcours de sélection et les chemins de profit en faisant l’économie d’un haut niveau de réflexivité et de catégorisation et en prenant de cours la critique ;

c) enfin ce modèle n’est pas finalisé. Il ne repose pas sur une flèche du temps orientée vers un horizon messianique, que ce soit celui du développement et du progrès, de la Révolution ou de la fin de l’histoire. Le travail de la critique n’est jamais terminé. Il est toujours à refaire.

DEUXIÈME PARTIE

Peut-on réguler la mondialisation ?

Président : Pierre-Yves COSSÉ

Michel AGLIETTA

Peut-on réguler le capitalisme mondial ?

Dans les deux dernières décennies du xx^e siècle, les interdépendances se sont approfondies de manière inégale entre les pays et les régions du monde. Les échanges commerciaux se sont intensifiés, les firmes multinationales se sont déployées par les investissements directs à l'étranger et les différentes formes de partenariat, la mobilité des capitaux a entraîné l'intégration financière. Ces interdépendances ne posent pas seulement des problèmes accrus de coresponsabilité des politiques économiques. Des préoccupations d'intérêt commun ont surgi ou se sont affirmées. Elles s'analysent comme des biens publics globaux qui ne sont pas ou qui sont mal assumés par les principes existants de la régulation internationale. Il s'agit du respect de la dignité des personnes humaines face aux famines, à l'exploitation dans le travail et aux manipulations génétiques. Il s'agit aussi de la menace des risques globaux dans l'environnement et dans la finance. Il s'agit enfin de la criminalité internationale.

Tous ces phénomènes sont regroupés sous le terme générique de *mondialisation*, mot attrape-tout qui masque l'extrême hétérogénéité des niveaux de développement, des situations financières et des structures sociales entre les pays. Certes les mutations sont suffisamment fortes pour rendre caduc le système de coopération internationale instauré à Bretton Woods. Ce système d'assistance mutuelle est dépassé parce qu'il fonctionnait entre un petit nombre de pays de niveaux de développement similaires. Il maîtrisait l'étendue et l'intensité des interdépendances grâce au contrôle des capitaux et à des négociations commerciales limitées aux produits industriels. La montée en puissance de grands pays industrialisés hors de l'OCDE, l'influence des pouvoirs privés et la globalisation financière appellent une autre doctrine et d'autres méthodes de coopération. Sur ce terrain le libéralisme économique s'est doté de

principes politiques au tournant des années 1990. Ils ont été exprimés dans le *Consensus de Washington*. Celui-ci est devenu une orthodoxie en explicitant des politiques que tous les pays étaient censés suivre uniformément : rigueur budgétaire, diminution des subventions, réforme fiscale en faveur du capital, libéralisation financière, taux de change compétitifs, privatisation, déréglementation, garantie des droits de propriété.

Ce plaidoyer pour un capitalisme débridé a l'avantage de s'appuyer sur l'un des plus puissants résultats de la théorie économique : la loi des avantages comparatifs. L'ouverture internationale est un approfondissement de la division du travail qui est équivalent au progrès technique. Ce sont potentiellement des jeux à somme positive qui peuvent être bénéfiques à tous les participants. Mais les changements de structure qui en résultent posent des problèmes de répartition et de stabilité dynamique considérables. Or, en postulant que l'évolution économique conduit spontanément à l'homogénéisation du monde et que les mécanismes de marché sont toujours et partout efficaces, le libéralisme économique fait une erreur cardinale.

Le capitalisme ne peut promouvoir le développement que dans des économies mixtes où la démocratie politique énonce et fait respecter des principes de gouvernance que les agents économiques sont tenus de suivre. L'intensification des interdépendances et l'exigence des biens publics globaux impliquent une plus grande coopération politique entre les états et une meilleure efficacité des institutions internationales, certainement pas l'avènement du laissez-faire pour faire le lit de purs mécanismes de marché. C'est cette rénovation des rapports internationaux, prenant en compte les préoccupations d'acteurs non-étatiques dans les négociations inter-étatiques et dans le fonctionnement des institutions internationales, qui pourrait constituer une gouvernance mondiale.

Dans le présent texte on évoquera les avancées de la mondialisation sous leur double aspect d'opportunités et de vulnérabilités. Puis on exposera les besoins et les obstacles pour une régulation internationale renouvelée. Enfin on examinera plus particulièrement les problèmes et les lignes directrices de la gouvernance dans le domaine financier où se trouvent les dysfonctionnements les plus spectaculaires.

Les interdépendances dans l'économie mondiale

En prenant une vue longue, le ^{XXI}^e siècle pourrait connaître un rattrapage accéléré et généralisé des pays en développement en combinant des ressources démographiques, une assimilation du progrès technique et des transferts de capitaux. Mais l'organisation des relations internationales pour supporter ces processus est très différente des phénomènes désordonnés par lesquels la mondialisation s'est accomplie jusqu'ici.

Possibilité d'un régime de croissance mondiale

L'expansion mondiale est une tendance inhérente au capitalisme. Mais l'accumulation du capital prend appui sur des bases sociales qui sont structurées par des organisations collectives sous l'autorité des états. Ces organisations produisent la qualité des ressources humaines, la connaissance et les normes sociales. Ces facteurs de la croissance dépendent des institutions politiques qui élaborent les préférences collectives de groupes humains à partir d'intérêts essentiellement hétérogènes. Il s'ensuit que le dynamisme du capital qui transforme ces forces sociales en valeur économique est inégal. Cette inégalité s'exprime sous la forme de différentiels de rentabilité qui induisent la direction de l'expansion du capital. D'un côté, la diffusion du progrès technique tend à réduire les différences de rentabilité et crée une force de convergence par la croissance. Mais d'un autre côté, la progression des revenus qui résulte de la croissance suscite des demandes de progrès social. Celles-ci transforment différemment les facteurs collectifs de la croissance selon les pays. Elles renouvellent donc les sources des inégalités.

L'essor du capitalisme entraîne donc des rythmes de croissance fortement différenciés. Le rythme du progrès technique n'est pas régulier. Il y a des révolutions technologiques qui propulsent les pays capables de les mettre en œuvre, c'est-à-dire ceux qui sont capables de créer une demande sociale stimulant la production de biens économiques nouveaux. Il y a les rattrapages de pays qui font des changements politiques pour créer les facteurs collectifs par lesquels les techniques pourront être imitées et la demande sociale pourra se développer. Dans les pays qui ont créé les conditions de l'essor du capitalisme, la croissance peut être d'autant plus rapide que l'écart initial de développement avec les pays les plus avancés est plus

grand. On peut aussi faire l'hypothèse que plus le coût du transfert de technologie est faible, plus le nombre de pays qui vont entrer dans une phase de rattrapage est grand.

Or la répartition des ressources humaines et du capital au xxi^{e} siècle va être distincte de ce qu'elle a été aux xix^{e} et xx^{e} siècles. Au xix^{e} siècle, les pays les plus avancés de l'Europe, la Grande Bretagne au premier chef, disposaient à la fois des ressources humaines et du capital. Après les révolutions avortées de 1848, la mondialisation s'accéléra sous la forme d'une exportation conjointe de capital et de forces de travail par l'Europe dans les zones de peuplement. La division internationale du travail induite par ce schéma provoquait des échanges de produits manufacturés contre des matières premières. Cette phase d'expansion du capital était régulée par l'ordre monétaire de la convertibilité bimétallique jusqu'aux années 1870, convertibilité or ensuite jusqu'à la première guerre mondiale.

Dans le premier xx^{e} siècle, les crises et les guerres firent reculer la mondialisation et détruisirent massivement le capital en Europe. La prépondérance du capitalisme américain s'imposa sur les décombres des rivalités européennes dans le second xx^{e} siècle. Elle s'établit sur le principe de l'essor des sociétés salariales et sous la menace de la guerre froide. En réorganisant profondément leurs sociétés sous la bannière de la solidarité sociale, les pays européens furent les premiers bénéficiaires de la nouvelle phase d'expansion du capital. Reconstituant des états corporatistes sous la protection militaire américaine, le Japon puis quelques pays de l'Asie de l'Est connurent une croissance très rapide qui a été fondée sur une intégration verticale systématique des industries. Enfin la décolonisation fut une force de développement très déséquilibré du Tiers Monde. Elle provoqua des flux de main d'œuvre non qualifiée en direction des pays occidentaux. Car la plupart des pays en développement fraîchement décolonisés échouèrent à maîtriser l'explosion démographique, les crises sociales et l'appauvrissement qui en résultèrent.

Il peut être soutenu que le xxi^{e} siècle a débuté dans les années 1990 avec l'effondrement de l'URSS qui a laissé le champ libre au libéralisme économique. Mais la nouvelle mondialisation repose aussi sur des tendances lourdes. Contrairement aux époques précédentes, la transition démographique mondiale va séparer les pays qui disposent du capital et ceux qui vont bénéficier du dynamisme des ressources humaines. En effet, la première moitié du xxi^{e} siècle va

connaître une diminution de la population d'âge actif dans les pays développés et une forte progression dans les pays en développement. Par ailleurs la nouvelle révolution technologique fondée sur l'information et la communication inscrit la mondialisation au cœur des entreprises. L'organisation des entreprises en réseaux permet un contrôle global des flux, repose sur les économies d'échelle et dépend donc avant tout de l'accroissement de la demande pour être valorisée. Le facteur crucial de la croissance mondiale est alors la formation des ressources humaines, la construction des infrastructures collectives, la sécurité fournie par la loi et la solidité des normes sociales dans les pays d'accueil de l'investissement direct des entreprises mondialisées. Entre les pays qui construiront cette base sociale et les pays à vieillissement avancé qui vont bénéficier d'une épargne abondante, un échange intertemporel mutuellement avantageux est possible. Dans cet échange, c'est le capital qui est mobile et qui permet aux pays bénéficiaires d'utiliser leurs ressources en main d'œuvre pour élever leurs revenus et servir les dividendes du capital aux épargnants des pays exportateurs d'épargne. Toute la question est alors la régulation de ces interdépendances. Car l'état actuel de l'intégration internationale ne se conforme pas au schéma de croissance mondiale fondé sur l'expansion à long terme des transferts de capitaux entre zones à structures démographiques contrastées.

Des vulnérabilités très lourdes

Les dysfonctionnements sont nombreux et impossibles à surmonter sans changement profond dans les relations internationales. On peut distinguer les échecs au développement, les points de friction entre les pays dans les relations commerciales, les désaccords sur les biens publics globaux, l'instabilité de la finance, la formation d'un cycle économique mondial accentuant les fluctuations macro-économiques. Évoquons ces problèmes tour à tour.

Dans les deux dernières décennies, les inégalités induites par le caractère heurté de l'intégration internationale se sont accentuées. Certains pays ont subi, non seulement un retard relatif accru, mais un appauvrissement absolu. Ces pays ne parviennent pas en effet à produire les facteurs collectifs de la croissance, ni dans l'éducation, ni dans la santé, ni dans la répartition des revenus. L'échec au développement de ces pays ne se mesure pas seulement dans l'écart

grandissant de niveau de vie moyen par rapport à celui des pays les plus riches, mais surtout par la détérioration des conditions de vie des populations opprimées par leur propre état et spoliées par les groupes sociaux dominants qui trouvent dans la mondialisation des moyens multipliés d'enrichissement. Les succès du développement et ses échecs ont évolué de pair, déniaient toute pertinence à l'idéologie qui prétend que l'intégration économique entraîne le développement généralisé et la réduction continue et progressive des inégalités.

Les points de friction se multiplient entre les États dans les négociations commerciales (échec de l'AMI en 1998, de la conférence de l'OMC à Seattle en 1999, de la conférence de La Haye sur la réduction des émissions de gaz à effets de serre en 2000). La relance de la négociation commerciale décidée à Doha en 2001 n'est pas un gage de succès. Car les divergences d'intérêts sont considérables au fur et à mesure où les domaines de négociation se diversifient et où le nombre de pays concernés augmente. De plus, l'irruption d'une contestation multiforme et animée par une nébuleuse d'entités non gouvernementales accroît la complexité des débats en les soumettant à des pressions extérieures croisées des lobbies d'affaires et des opposants à la mondialisation. Ce climat ne favorise pas la découverte des compromis.

Ces avatars ne sont que les symptômes du changement dans la nature des interdépendances internationales. La négociation commerciale internationale dans le cadre du GATT puis de l'OMC est dédiée à la promotion du commerce considérée comme un but en soi. La légitimité de cette démarche est celle du libre échange supposé être avantageux en lui-même pour ceux qui le pratiquent. Toutefois, le libre échange est surtout une rhétorique depuis plus de cinquante ans que ces négociations sont menées d'un « round » à l'autre. Car si les gouvernements le prenaient au sérieux, il n'y aurait pas besoin de négociations. Chaque pays soucieux de l'intérêt collectif de sa population ouvrirait unilatéralement ses frontières sans souci de réciprocité, comme le faisait la Grande Bretagne sous l'influence « manchestérienne » au milieu du XIX^e siècle. Au contraire, les négociations commerciales ont un relent mercantiliste. Il s'agit de tirer des avantages pour ses exportateurs en consentant une réciprocité aux exportateurs des pays partenaires. Sans réciprocité, point d'avancée des échanges internationaux. En guise de libre échange, il s'agit d'un jeu stratégique international où

chaque gouvernement doit arbitrer entre les intérêts de ses propres lobbies en même temps qu'il cherche à tirer le maximum d'avantages des autres gouvernements.

L'interaction entre les négociations commerciales et les préoccupations extra-commerciales, au fur et à mesure où le domaine des échanges s'élargissait des biens manufacturés aux produits agricoles et aux services, rend le processus beaucoup plus compliqué, voire inextricable. Car l'OMC est conduite à s'occuper de normes sanitaires, de droits sociaux, d'environnement, de propriété intellectuelle, toutes considérations pour lesquelles elle n'a aucune légitimité, parce que ces « externalités » interfèrent avec les échanges commerciaux. Les compromis dans ces domaines ne sont pas des ajustements de prix puisque les préoccupations extra-commerciales n'ont pas de prix de marché. Ce n'est pas non plus le démantèlement de barrières non tarifaires. C'est la fourniture de biens publics globaux pour lesquels il n'existe pas de loi économique dont les négociateurs puissent se recommander, même hypocritement, pour nouer un accord. Biodiversité, sécurité des réseaux transnationaux, réchauffement climatique, stabilité financière, sont tous des phénomènes qui sont porteurs de risque systémique. L'incertitude en est grande et les conséquences catastrophiques sont inconnues dans leur amplitude globale et surtout dans leur répartition. Pour engager une négociation fructueuse sur les dispositifs techniques à mettre en œuvre, il faudrait un accord collectif préalable sur le niveau de risque tolérable et sur le coût de la précaution. Ce n'est pas une démarche de donnant donnant, mais de prise de conscience commune. Elle ne peut émerger directement. Elle passe par la médiation politique nationale qui seule peut élaborer les préférences collectives des ensembles de citoyens. Mais celle-ci doit être informée par les résultats d'un travail préalable sur les risques systémiques concernés, lequel doit être placé sous la responsabilité d'institutions internationales spécialisées. Faisant des conclusions des institutions spécialisées une connaissance commune et conscients des limites que leurs citoyens leur prescrivent, les gouvernements pourraient alors entrer dans une série de négociations pour tenter de définir des normes universelles et de prendre des engagements à leur égard.

Pour la plupart des biens collectifs globaux ces institutions n'existent pas à l'heure à actuelle. Pour la stabilité financière, comme on le montrera dans la troisième partie, le processus consiste à trans-

former les institutions de Bretton Woods. Même si ce processus n'a pas encore abouti à réformer l'architecture financière internationale selon l'expression à la mode, les crises financières à effets dévastateurs se produisent dans des temps beaucoup plus courts que les crises climatiques. La répétition des crises financières dans les années 1990 a mis en évidence les carences de l'action collective dans le traitement à chaud des crises, au-delà de l'élaboration des normes internationales. Ces carences doivent être rapprochées de l'analyse faite plus haut de l'échange intertemporel au niveau mondial. Une structure financière minée par des crises périodiques interdit que des transferts nets d'épargne vers les pays en développement puissent se faire sur la longue période.

Le changement de nature de l'intégration internationale se manifeste aussi dans le domaine macroéconomique. Pour la première fois depuis la première guerre mondiale, un cycle économique et financier mondial s'est formé depuis le milieu des années 1990. C'est la conséquence des avancées de la mondialisation, mais aussi des politiques prônées par le *Consensus de Washington* qui, en dehors du pays hégémonique, sont délibérément procycliques. Il s'ensuit que, en dépit des régimes de change flexibles, la conjoncture mondiale dépend entièrement de la politique économique américaine. Car les interdépendances macroéconomiques sont tellement puissantes qu'une tendance récessive ne peut être combattue avec les moyens fortement contraints, par doctrine ou par manque d'efficacité, dont disposent les autres pays. La récession de l'année 2001 est significative d'un surinvestissement dans les secteurs porteurs de l'innovation technique et provoqué par une vague spéculative dans la finance. Le retournement des profits dans les entreprises mondialisées, la très forte corrélation des bourses, l'emballement puis le coup d'arrêt du crédit, emportent les économies dans un mouvement commun. Il n'existe pourtant pas de coopération internationale dans la gestion macroéconomique.

Principes généraux de la régulation internationale

Dans un rapport récent, le conseil d'analyse économique s'est penché sur les principes d'une gouvernance mondiale renouvelée. Ce rapport se limite toutefois à des questions de méthodes, de procédures et d'institutions. Il fait l'impasse sur l'essentiel, le contenu de la

régulation qui résulte des problèmes repérés plus haut. On détaillera ce contenu dans le domaine financier. On doit toutefois esquisser les thèmes généraux avant d'évoquer les questions institutionnelles.

Approfondir l'économie mixte

Le xx^e siècle a été celui de l'essor des sociétés salariales dans un groupe limité de pays. Dans ce régime de croissance, où l'accumulation du capital dépend de manière cruciale de la demande sociale du plus grand nombre de citoyens salariés, le capitalisme n'est légitime, donc viable, que s'il est combiné à des éléments de socialisme incorporés dans la production des facteurs collectifs de la croissance. Il y a donc des économies mixtes qui, dans les pays occidentaux, ont pris la forme de l'état de la protection sociale, des services publics et de la redistribution du revenu. Parce que cette régulation reposait sur une intégration internationale limitée, elle a été affaiblie par la mondialisation. Il n'en demeure pas moins que l'enjeu à long terme de la mondialisation est la généralisation de la société salariale. C'est la perspective du développement de la plus grande partie de l'humanité dans les pays dont les ressources humaines vont croître au xxi^e siècle. La mondialisation ne sera légitime que si elle renforce le développement. L'économie mixte doit être réformée dans cette perspective. Mais le sens profond de l'économie mixte demeure inchangé : rendre le capitalisme légitime en le contraignant à faire progresser la société. Cela n'est possible que si la démocratie politique impose aux intérêts capitalistes des contraintes collectives qui prolongent celles de la concurrence lorsque celle-ci est défaillante. La multiplication des externalités et l'émergence des biens collectifs globaux montrent que ces contraintes collectives sont indispensables. Mais jusqu'ici les intérêts capitalistes dominants, par le poids des grandes firmes et la capacité à déplacer les capitaux, ont utilisé les degrés de liberté de la globalisation pour tordre les politiques économiques à leur avantage. Que l'on pense au protectionnisme agricole des pays riches, à leur gigantesque gaspillage des ressources naturelles, à la confiscation de la connaissance scientifique par la protection de la propriété intellectuelle, à la protection spéciale des grandes banques internationales contre les conséquences de leurs imprudences dans le crédit.

Si l'on admet cette logique, la priorité absolue de la régulation du capitalisme au ^{xxi}^e siècle consiste à faire reculer la pauvreté dans le tiers monde. Cela passe à la fois par des marchés qui fonctionnent mieux et par des politiques de transferts et de dépenses publiques plus audacieuses et mieux orientées. Les gouvernements occidentaux doivent ouvrir complètement les frontières de leurs pays aux exportations agricoles et de produits transformés des pays du Tiers Monde. Ils doivent utiliser les gains tirés de l'échange ainsi élargi pour reconvertir et compenser les pertes de revenus des travailleurs déplacés par la concurrence accrue des pays pauvres. Ils doivent augmenter sensiblement leur aide budgétaire aux pays pauvres, en transformant les mécanismes de l'allocation en sorte que les ressources financières de cette aide ne soit pas dissipées dans la bureaucratie d'état de pays non démocratiques, mais puissent atteindre les populations concernées. L'amélioration de la santé, l'éducation de base pour faire reculer l'illettrisme, l'accès au crédit des petits entrepreneurs individuels sont les droits réels élémentaires sur lesquels le développement prend racine.

Développer les institutions internationales sous responsabilité politique

L'action collective s'est construite après la seconde guerre mondiale sur le modèle de la coopérative des nations. Les ingrédients de son succès pendant deux décennies tiennent avant tout à une communauté de vue des gouvernements occidentaux qui y participaient sur les préférences collectives des populations qu'ils représentaient. Dans le contexte de la guerre froide et sous le traumatisme de la grande dépression qui restait présent dans les mémoires, tous les gouvernements faisaient de la réalisation du plein emploi la finalité structurante dont dépendait la cohésion sociale. La communauté de vue sur les finalités tenait lieu de bien commun. La doctrine de l'économie mixte était partagée et sa mise en œuvre dépendait avant tout des leviers de la politique économique interne. En dépit de la révérence obligée au libre échange, la coopération internationale consistait à améliorer l'efficacité des moyens de la politique économique au service du plein emploi. Elle comportait seulement deux volets. Le premier était l'ouverture commerciale prudente et progressive par « rounds » de négociation successifs. Le second était l'assistance mutuelle dans l'ajustement des balances de paie-

ments. Le GATT et le FMI étaient les deux institutions internationales spécialisées par lesquelles passait la coordination.

On a décrit dans la première partie les raisons pour lesquelles le monde contemporain n'est plus celui-là. Il n'existe plus de finalité partagée qui permette d'orienter une gouvernance commune en se contentant d'étendre le modèle de la coopération intergouvernementale à un plus grand nombre de pays. Il n'y a pas non plus d'autre modèle alternatif qui puisse lui être substitué. Le libéralisme économique représente l'intensification des interdépendances sous une forme inadéquate pour penser les problèmes de régulation internationale, car son postulat de l'efficacité des mécanismes automatiques est erroné. La perspective du développement peut être une finalité politique universelle. Mais ses implications sur les politiques économiques des pays riches, qui ont été esquissées ci-dessus, ne sont pas acceptées par l'opinion démocratique de ces pays. En outre, le problème des biens publics globaux fait obstacle à ce que la trajectoire de développement des pays pauvres suive celle qu'ont eu les pays riches dans le passé, si du moins le développement doit devenir universel. Une telle trajectoire, en effet, épuiserait la biosphère et donc exacerberait les problèmes globaux. Il s'agit d'ailleurs d'une cause majeure de conflits des préférences qui rend la coopération fragile et réduit son champ d'application. Le dépassement par le haut des difficultés du modèle coopératif est le fédéralisme mondial. Est-il possible que les forces de la mondialisation engendrent des germes de fédéralisme sans qu'il y ait de gouvernement mondial, comme l'intégration européenne a engendré un fédéralisme monétaire et une direction de la concurrence dans le cadre politique de la coopération des États ? Pour ce qui est de l'aspect monétaire, on apportera des éléments de réponse précis dans la troisième partie de ce texte. En tant que problématique générale, une telle conjecture aboutirait à un modèle mixte. Le noyau dur serait constitué d'institutions internationales spécialisées, dotées de statuts et de missions bien définis, leur garantissant une capacité de décision opérationnelle sous une responsabilité politique vis-à-vis de la communauté des nations qui les ont instituées. Une difficulté est de délimiter les domaines de compétence des institutions spécialisées, tout en leur permettant d'évoluer avec la transformation des systèmes qu'elles ont pour mission de réguler, mais sans que cette évolution ne soit le fait d'une extension insidieuse à la

recherche d'un pouvoir autonome de plus en plus grand. L'expérience du FMI montre que cet écueil est bien réel. Le Fonds a rempli des missions très différentes au fur et à mesure que le système monétaire international se transformait. Mais il l'a fait par empilement et absorption successives de compétences et de ressources qui ont rendu l'institution opaque et l'ont conduite à s'arroger un rôle de mentor politique dans les pays où il intervenait.

Pour contenir la tendance des institutions internationales dotées de pouvoirs et de moyens d'action à outrepasser leur indépendance opérationnelle, celles-ci doivent être gouvernées par les états qui les ont créées. Dans le registre de la responsabilité politique la coopération intergouvernementale est indépassable à vue humaine. Elle concerne à la fois le réexamen des missions, le contrôle des opérations engagées et la coordination des institutions spécialisées dans les actions collectives qui chevauchent plusieurs domaines et répondent à plusieurs finalités. C'est ainsi que le commerce interfère avec les normes sanitaires, les contraintes d'environnement, les règles minimales du travail. Il est illégitime que l'OMC ait le dernier mot et traite ces questions sous le seul angle de la promotion des échanges. De même la supervision financière concerne la protection des consommateurs, la prévention du risque systémique et la lutte contre la criminalité. Ces finalités sont différentes et impliquent une division du travail entre plusieurs institutions. Mais le manque de coopération ne peut qu'affaiblir l'action de chacune.

Le contrôle politique rencontre des obstacles considérables dès lors que l'ensemble des États ne constitue plus un club partageant les mêmes finalités collectives, comme c'était le cas dans le système de Bretton Woods. Il y a l'obstacle de l'hégémonie américaine qui préfère l'influence occulte sur les institutions internationales comme le FMI et les purs rapports de force dans la résolution des différends commerciaux à des procédures réglées au sein d'instances de décision politique placées dans les institutions elles-mêmes. C'est ainsi que les États-Unis ont fait échec à la proposition française de transformer le comité intérimaire en exécutif politique dans le FMI. Toutefois, les États-Unis ont fini par accepter un organe de règlement des différends dans le cadre de l'OMC. L'existence de cet organe pousse à la négociation entre états comme moyen d'encadrer politiquement la jurisprudence. Il y a aussi l'obstacle de la représentativité, donc des regroupements acceptables de pays, de l'égalité ou de la pondération des votes dans les instances

délibératives à pouvoir décisionnel. Le progrès dans cette logique de coopération dépend grandement de l'engagement politique des pays en développement dont la participation aux interdépendances économiques et financière est en croissance. L'évolution des poids des pays dans le PIB mondial va également jouer un rôle prépondérant dans la direction politique d'ensemble de la mondialisation. Le G 7 joue à l'heure actuelle un rôle de directoire politique global sur les affaires économiques internationales. Cette instance auto-proclamée, club de pays riches et totalement dominé par les États-Unis, est illégitime. Elle est là pour rester, mais elle va être concurrencée. D'autres groupements, comme le *Sommet Asie-Pacifique*, se constituent. Cette prolifération de groupes ad hoc et sans mandat de la communauté internationale entière fait le jeu de l'hégémonie américaine. Il ne sera possible de sortir de cette situation détestable qu'en constituant un directoire politique des affaires économiques au sein des Nations Unies. Une idée qui a été avancée est de créer un *Conseil de sécurité économique* avec des règles de fonctionnement similaires à celles du *Conseil de sécurité* pour les interventions dans les conflits armés. L'affirmation d'une conscience morale universelle, se recommandant des libertés fondamentales de la personne humaine, légitime ces interventions. Dans la perspective tracée par Sen, ces libertés ne vont pas sans l'exercice de droits réels. Ceux-ci constituent le socle du développement et dépendent de la fourniture des biens publics globaux. Là se trouve peut-être une voie pour surmonter les conflits dans les préférences collectives dont les gouvernements nationaux sont comptables. C'est également au niveau de ces principes fondamentaux que peuvent être accueillies les idées qui mûrissent dans les réseaux internationaux des organisations non gouvernementales contestant le libéralisme économique.

L'action collective dans la finance globale

La globalisation financière a été le processus d'intensification des interdépendances qui a mis le plus fortement en défaut les principes d'assistance mutuelle entre États hérités de Bretton Woods. Les nombreuses crises monétaires et financières observées depuis plus de trente ans témoignent des difficultés de la mutation en cours. La transformation d'une finance dirigée par les gouvernements à une finance mue par les marchés et l'extension mondiale de cette

mutation ont modifié les répercussions des perturbations économiques entre les pays. Des risques liés à l'instabilité des marchés financiers ont pris une grande importance. Les crises ont déclenché des processus de contagion généralisés. Ces phénomènes montrent que la stabilité financière est devenue l'un des biens publics globaux dont la réalisation passe par un changement profond des principes de gouvernance.

Ces principes ne se transforment pas par la construction d'un grand projet solennellement négocié. Il n'y aura pas de conférence mondiale sur le modèle de Bretton Woods pour réformer les institutions publiques internationales. La globalisation financière et les changements dans les relations monétaires internationales constituent des évolutions qui interagissent dans la longue durée. Il en est ainsi de l'adaptation des règles prudentielles, des changements dans les missions du FMI, du choix dans les régimes de change. Mais le retard permanent de la régulation publique sur les innovations financières privées montre que cette évolution ne peut se contenter d'être un processus au fil de l'eau qui progresse par petites touches. Parce que l'intégration financière internationale est en train de se transmettre aux systèmes de paiements, le système monétaire international peut être conduit à de grandes réformes.

Crises financières : le venin de la contagion

La fragilité est devenue un trait majeur de la finance moderne. Or, l'expérience de la Russie avant 1998 et de l'Argentine actuelle montre que l'étranglement de la liquidité dans les crises financières paralyse les systèmes de paiements et, par conséquent, les échanges intérieurs. La crise pénètre au sein des structures intimes de l'économie qui en est victime, parce que le bon fonctionnement du système des paiements est ce qui fait la cohérence d'une économie nationale. De plus les crises financières déclenchées par l'endettement international ne restent pas toujours confinées aux pays où elles prennent naissance. Elles se propagent par contagion. La contagion met au premier plan l'importance cruciale de la liquidité. Or, la liquidité est une question de confiance. Lorsqu'elle fait brusquement défaut, de nombreux prix d'actifs financiers subissent des discontinuités qui provoquent des pertes non anticipées, plaçant des agents financiers devant des pertes elles aussi non anticipées. Celles-ci créent un climat d'inquiétude dans une commu-

nauté d'opérateurs financiers beaucoup plus vaste. Des agents qui se portaient contreparties de ventes de titres ou qui renouvelaient régulièrement des créances ne le font plus. Le processus de disparition de la liquidité s'étend d'un marché à l'autre, d'autant plus qu'ils sont plus étroitement interconnectés. Les faillites se multiplient et le crédit se contracte.

C'est pourquoi les mouvements violents des capitaux internationaux destructurent des systèmes financiers entiers et provoquent des effets réels sans commune mesure avec d'éventuelles erreurs de politique économique ou des déséquilibres internes dans l'accumulation du capital. La crise systémique a sa logique propre qui aboutit à des situations déprimées dont les comportements privés ne peuvent sortir spontanément.

Les besoins de l'action collective dans les situations de stress financier résultent donc de l'interdépendance des risques qui provoque une détérioration de la confiance dans la liquidité des marchés. Il en résulte une défaillance de coordination au sens où les participants aux marchés ne sont plus capables de discriminer les risques de leurs contreparties. Cela déclenche une fuite vers la qualité qui assèche la liquidité des marchés attaqués et propage la contagion bien au delà des foyers initiaux de crise par de multiples processus : réaménagement de processus, couverture dynamique, lignes de crédit interbancaire retirées, garanties contingentes non renouvelées.

L'action collective comme gestion des crises financières

L'action collective doit surmonter les échecs de coordination des marchés qui conduisent au risque systémique. Trois axes de réduction du risque systémique peuvent être distingués. Le premier est une réforme des structures qui approfondirait l'intégration financière internationale ; le second est une tutelle prudentielle sur les comportements privés de gestion du risque ; le troisième est un système international de gestion des crises. Aucune de ces orientations n'est suffisante. Elles doivent être combinées dans une conception globale de l'action collective.

Le premier axe consiste à réduire le risque qui a le plus fort potentiel de se propager en crises globales. Les maillons faibles sont les marchés de gré à gré. Ils sont plus dangereux pour l'accumulation des risques que les marchés organisés. Réduire l'écart entre ces

deux types de marchés pour les dispositifs de contrôle des risques est une orientation significative. Elle peut se faire par collaboration des banques centrales et des associations internationales représentant les professions concernées. Ainsi les règlements des transactions de change sont des sources de risque parce que les systèmes de paiements nationaux sont séparés. Les deux branches d'une même opération de change sont réglées séparément dans deux espaces monétaires en des temps différents. Lorsqu'il se produit un événement catastrophique comme la coupure d'interconnexions entre banques le 11 septembre 2001, des banques européennes qui devaient recevoir des règlements en dollars pour pouvoir effectuer elles-mêmes des règlements en euros ultérieurement n'ont pas reçu les fonds attendus. Les paiements internationaux auraient été paralysés sans une injection massive de liquidités par les banques centrales des deux côtés de l'Atlantique, accompagnée de *swaps* dollars contre euros entre la Fed et la BCE. Si des systèmes de règlement multi-devises en temps réels existaient qui permettent une compensation multilatérale et un règlement simultané des transactions interbancaires de change, l'ampleur des positions à risque en cas de problèmes opérationnels graves serait considérablement réduite. L'initiative prise par un groupe de grandes banques internationales de mettre en place un tel système qui sera opérationnel à Londres au cours de 2002 et qui sera connecté aux systèmes de règlement nationaux sécurisés par les banques centrales est importante. Elle témoigne d'un approfondissement de l'intégration internationale qui de financière devient monétaire et crée ainsi, par la voie d'une évolution venant du secteur privé, un embryon de système monétaire universel.

Mais les banques centrales doivent être aussi des foyers d'impulsion pour organiser des marchés qui sont des vecteurs de concentration des risques sur un petit nombre d'intermédiaires. Les marchés dérivés de gré à gré ont été de manière répétée les sources de faillites spectaculaires de très grands organismes financiers, dont LTCM en 1998 et Enron en 2001 sont des exemples célèbres. Utilisant des leviers énormes, ces organismes sont potentiellement des facteurs de risque systémique par l'ampleur et la diversité des obligations à l'égard des banques qu'ils sont incapables d'honorer. Les banques elles-mêmes utilisent ces marchés opaques qui leur permettent de s'affranchir des obligations de réserve et des provisions en capital que la réglementation leur impose au bilan.

Un changement structurel de grande portée serait donc l'abolition de la distinction entre marchés organisés et marchés de gré à gré. Car les marchés organisés sont bien plus efficaces dans le contrôle des risques. Cela résulte des principes mêmes de leur organisation : existence de chambres de compensation qui calculent les positions nettes multilatérales des membres, règlement quotidien ou infra-quotidien, apport de collatéral et appel de marge liés à la taille des positions perdantes des participants, séparation des opérations pour compte propre et pour compte de tiers, transfert d'opérations pour compte de tiers à d'autres membres en cas de faillite de l'un d'entre eux. La chambre de compensation exerce une supervision permanente à partir de modèles d'évaluation du risque qui sont appliqués de manière commune à tous les membres et approuvés à la fois par les professions et les autorités de surveillance et qui sont propres aux types de transactions traitées par les membres.

Cette évolution structurelle fait apercevoir que les règles de fonctionnement des marchés sont déterminantes pour que la discipline de marché puisse s'appliquer parce que les participants sont contraints à une plus grande rigueur dans le contrôle de leurs risques par leur participation à des marchés essentiels pour leur activité. Ce n'est toutefois pas la voie privilégiée par les autorités de Bâle dans leur dialogue avec les professions financières. Elles donnent la priorité à la réglementation institutionnelle des banques sur la réglementation fonctionnelle des marchés. Il s'ensuit qu'une banque ou une non banque qui font exactement les mêmes opérations financières sont supervisées de manière très différente, certaines institutions financières n'étant pas supervisées du tout.

Dans le domaine de la supervision institutionnelle, de grosses difficultés ne sont pas surmontées. La révision des ratios prudentiels traîne en longueur à cause d'interminables discussions entre les propositions du comité de Bâle et les contre-propositions des puissants lobbies bancaires qui cherchent le moins de contraintes possibles et insistent sur la qualité de leurs modèles internes. Mais, justement, ces modèles sont pris en défaut dans les crises financières. En effet l'évaluation statistique des risques par ces modèles est incapable de prendre en compte les interdépendances stratégiques qu'entraîne le risque de contreparties dans les situations de stress où la contagion menace. En outre, les bases de données utilisées pour calculer les matrices de corrélation des risques entre les actifs financiers sont mises en défaut dans les moments critiques où

ces corrélations varient brusquement et où la diversification des risques devient inopérante. C'est le domaine des tests de stress qui est alors pertinent. Mais les autorités n'ont guère donné de directives pour que ces tests soient faits dans des scénarios et avec des méthodes permettant de les agréger pour pouvoir capter les répercussions de la détérioration des situations financières des contreparties et pour déceler les germes de risque systémique.

La formation d'un système international de gestion de crise, qui est le troisième volet du dispositif prudentiel, est donc encore privé d'une observation performante du risque systémique. Un second problème non résolu, à côté des crises aiguës de liquidité, est le traitement des insolvabilités étendues des dettes privées ou publiques d'un pays. La mise en place d'un mécanisme international de suspension provisoire des poursuites par les créanciers étrangers grâce à un gel des paiements sous une autorité internationale n'a toujours pas été décidée par la communauté internationale. Il s'agit en effet d'un mécanisme qui passe par l'implication des créanciers privés dans la résolution des dettes insolubles ; ce que ces agents, pourtant partageant la responsabilité de la situation par leur imprudence, refusent. C'est pourtant une réponse au problème de l'aléa moral qu'il est totalement erroné de rejeter entièrement sur les débiteurs.

Ces différents blocages ont fait que jusqu'ici la seule avancée dans le système de gestion des crises depuis la crise asiatique a été l'évolution pragmatique de la fonction de prêteur en dernier ressort international. En effet le FMI a modifié sa conditionnalité et ses facilités pour gérer des crises ponctuelles de liquidité sur les marchés de pays émergents à incidences systémiques. C'est ainsi que les défauts de paiements en Argentine et les quasi-défauts en Turquie n'ont pas déclenché la contagion qui aurait exclu l'ensemble des marchés émergents du financement euro-obligataire. Enfin, dans les moments critiques d'inquiétude globale sur la liquidité des marchés de capitaux, la Réserve Fédérale a su préserver ou rétablir la confiance.

***Réguler le capitalisme ?
De l'ambiguïté d'un concept aux illusions
d'une pensée économique incohérente***

La notion de régulation du capitalisme semble devoir constituer un horizon indépassable aux débats engendrés par la mondialisation. La polysémie du terme régulation n'est pas sans conséquences. Elle contribue à la confusion d'un débat et traduit l'irruption dans le discours économique de logiques spécifiques. Ces dernières marquent un pivotement dans la pensée économique dominante dont il n'est pas sûr que les économistes qui en sont porteurs en aient mesuré toutes les implications théoriques. Il en résulte une collision des champs de référence qui obscurcit le débat et ne contribue pas à l'intelligence du capitalisme moderne. Dans ces conditions, si la nécessité de contrôler et de maîtriser les dynamiques du capitalisme contemporain ne fait aucun doute, on doit considérer que le discours de la régulation tel qu'il est tenu aujourd'hui est porteur de lourdes confusions. Il est un obstacle à une action à la fois efficace et démocratique.

I. L'ambiguïté d'un terme et ses implications

Le terme de « régulation » est entré dans le vocabulaire des économistes français au début des années soixante-dix, lors de l'émergence de ce qu'il est désormais convenu d'appeler l'École française de la Régulation¹. La notion de régulation y renvoyait à la constitution, à travers des pratiques intentionnelles et non-intentionnelles se traduisant par l'émergence de systèmes hiérarchisés

1. Voir Michel AGLIETTA, *Régulation et crises du capitalisme*, Paris, Calmann-Levy, 1976, Avant-propos à la seconde édition.

d'institutions économiques et sociales, de phénomènes de cohérence systémique. Dans le débat actuel sur la mondialisation, le terme de régulation vient directement de la langue anglaise, où il signifie réglementation. Le glissement de sens est considérable ; il est loin d'être innocent ².

Il ne sera ici question que de la signification « réglementaire » du terme régulation, car c'est bien elle qui est mobilisée dans le débat actuel.

Le terme de régulation, dans le contexte de la mondialisation, renvoie à une synthèse discursive qui se situe, volontairement, au niveau intermédiaire entre le concept théorique et les réalités de l'économie appliquée. Dans cette synthèse, l'établissement de règles, et donc d'un cadre réglementaire donné, influe directement sur le comportement des agents individuels. Le « régulateur », qui est en réalité un producteur de réglementation, a donc les moyens de produire les conditions d'une convergence des comportements et des anticipations au niveau microéconomique. Cette double convergence fait alors retour sur le niveau macroéconomique qui s'en trouve stabilisé. Cette stabilisation se traduit par une croissance qualifiée de durable (ou de *soutenable* en français). La stabilité du cadre macroéconomique confirme alors les anticipations individuelles des agents et renforce l'action et la crédibilité des règles, rendant encore plus fort le processus de double convergence. Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes.

La production des « bonnes » règles devient donc un objectif central, pour les États, mais aussi pour les organisations que sont les entreprises. On touche ici au problème de la gouvernance. L'interaction entre les règles externes (celles des États ou des organisations internationales) et les règles internes (celles des entreprises) constitue alors un point essentiel dans la mise en œuvre de cette régulation.

L'importance donnée à la notion de règle est un point central. Elle implique pour les économistes de se situer dans un univers théorique où l'information est imparfaite et les capacités de traitement de l'information par les individus limitées. Il s'agit incontestablement d'éléments réalistes introduits dans le corps d'un cadre théo-

2. Voir Élie COHEN, *L'ordre économique mondial – Essai sur les autorités de régulation*, Paris, Fayard, 2001.

rique, la pensée néoclassique, qui reste marquée par les éléments classiques d'irréalisme que l'on connaît.

Le pivotement vers cette conception de la régulation du capitalisme a des implications institutionnelles. Elle tend à donner une importance primordiale aux instances de régulation, et ces dernières semblent devoir être en priorité des organisations internationales comme le FMI et l'OMC. Le discours de la régulation constitue alors une justification à la dévolution sans cesse accrue de compétences à ces institutions.

Dans ce processus, on constate la montée du rôle du droit dans le raisonnement économique³. En effet, dans toute règle il y a nécessairement un commandement (de la forme : « Tu feras ou tu ne feras pas... ») et une maxime de droit qui établit la justesse de ce commandement. Mais ce droit est réduit à des techniques juridiques, comme on le voit dans le fonctionnement de l'organisme de règlement des conflits de l'OMC, l'ORD. Les économistes sont ainsi conduits à tenir un discours sur le droit dont ils ne maîtrisent en réalité ni les tenants ni les aboutissants⁴.

On aboutit alors à la théorie du marché régulé qui semble devoir être une réponse « humaine » aux problèmes posés par la globalisation. Elle correspond à ce que l'on pourrait appeler une « troisième voie » entre un libéralisme absolu et une conception plus directement interventionniste de la puissance publique. On conçoit l'intérêt politique et idéologique qu'elle peut avoir dans un contexte où le libéralisme absolu est mis à mal par la répétition de crises financières et par ses conséquences les plus voyantes, alors que l'interventionnisme semble discrédité depuis l'effondrement du système soviétique. Mais, ce qui est politiquement et idéologiquement approprié à un moment donné n'est pas nécessairement cohérent. Il est rare que l'on fasse de la bonne théorie avec des impératifs de justification politique.

3. Ainsî, Alain MINC, « Mondialisation heureuse. Je persiste et signe », in *Le Monde*, 17 août 2001.

4. Sur ce point, Jacques SAPIR, « L'ordre démocratique et les apories du libéralisme », in *Les Temps Modernes*, n° 610, sept.-nov. 2000, p. 309-331.

II. Erreurs et impasses du discours de la « régulation du capitalisme »

On peut trouver deux fondements théoriques à la théorie de la convergence spontanée des comportements par les règles et à la substitution d'une intervention indirecte (par l'établissement de règles) à une intervention directe. Le premier est incontestablement la théorie de l'agence et des « échecs d'organisation », telle qu'elle a été développée par Kenneth Arrow⁵. On trouve ici la formulation de l'idée de « troisième voie ». Le libéralisme pur est mis en cause par la théorie des « échecs de marché » dont on comprend de mieux en mieux la pertinence quand on accepte des hypothèses réalistes comme l'information imparfaite et asymétrique. L'interventionnisme direct devrait en être justifié. Malheureusement, ou heureusement pour certains, on dispose d'une théorie symétrique à celle des « échecs de marché » qui est la théorie de l'échec d'organisation. Le contrôle indirect par le biais de la réglementation apparaît alors comme une solution élégante pour éviter les deux types d'échecs.

Cette recherche de la « troisième voie » conduit ceux qui la mènent à s'intéresser à l'idée des comportements au sein des règles, idée qui fut explorée simultanément par Herbert Simon dans ses travaux sur les limites cognitives des individus⁶, et par Friedrich Hayek. Ce dernier, et nombre de ses épigones tentent aujourd'hui de le faire oublier, ne fut un partisan du libéralisme intégral que fort tard dans sa vie intellectuelle. Le concept d'« ordre spontané » qui lui est cher fut, dans sa première version, parfaitement compatible avec une intervention publique à condition qu'elle soit indirecte et auto-limitée⁷. Le marché est alors décrit comme un espace soigneusement encadré par des règles, et les individus se reposent sur ces règles,

5. K.J. ARROW, *Les limites de l'organisation*, Paris, PUF, 1974. Ce texte reprend des conférences datant de 1970 et 1971, publiées dans différents ouvrages, et réunies en une publication de langue anglaise en 1974.

6. H.A. SIMON, "Rationality as a process and as a Product of thought", in *American Economic Review*, vol. 68, n° 2, 1978, p. 1-16. "From Substantive to Procedural rationality", in S.J. LATSIS (ed.), *Method and Appraisal in Economics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976, p. 129-148. *Id.*, "Theories of Bounded rationality", in C.B. RADNER et R. RADNER, *Decision and Organization*, Amsterdam, North Holland, 1972, p. 161-176.

7. F.A. HAYEK, *The Constitution of Liberty*, Chicago, University of Chicago Press, 1960.

consciemment et inconsciemment, pour produire les « bons » comportements économiques.

Arrivé à ce stade, le discours de la « régulation du capitalisme » semble procéder d'une évolution réaliste de la théorie économique à laquelle on ne pourrait que souscrire. Malheureusement, il est incohérent. En effet la théorie des « échecs d'organisation » repose sur une théorie très sommaire de l'information qui est radicalement rejetée par Hayek, au moins depuis son ouvrage de 1952 sur la connaissance ⁸. On ne peut avoir à la fois un pied dans le monde théorique néoclassique, aussi loin qu'on ait été dans ses modifications, et un pied dans un monde théorique qui lui est radicalement opposé. Imaginons un évêque articulant son argumentation théologique à des éléments de l'athéisme militant.

Le problème de l'incohérence n'est pas le seul. Il se fait que certaines des hypothèses nécessaires tant à la théorie des « échecs d'organisation » qu'à celle de l'ordre spontané sont tout simplement fausses.

La remarquable construction théorique mise au point par Arrow depuis 1951 pour penser les comportements individuels et leurs interactions repose de manière décisive sur les hypothèses traditionnelles de l'économie néoclassique en matière de préférences des agents et sur une confusion volontaire entre les notions de signal, d'information et de connaissance ⁹. Hayek ne tombe pas dans ce dernier piège. Cependant, sa théorie de la convergence spontanée des comportements et des anticipations implique que les préférences soient indépendantes du contexte dans lequel elles devront être mobilisées pour faire des choix. À la fin de sa vie, il ira encore plus loin dans cette direction en supposant l'existence de méta-normes partagées inconsciemment par tous les êtres humains ¹⁰.

La réfutation de la confusion entre information et connaissance est l'un des points centraux de l'œuvre de Herbert Simon, grand défen-

8. F.A. HAYEK, *The Sensory Order*, Chicago, University of Chicago Press, 1952.

9. K.J. ARROW, *Social Choice and Individual Values*, New York, Wileys & sons, 1951.

10. R. BELLAMY, "Dethroning Politics: Liberalism, Constitutionalism and Democracy in the Thought of F.A. Hayek", in *British Journal of Political science*, vol. 24, part. 4, octobre 1994, p. 419-441.

seur de l'action discrétionnaire. Il est donc impossible de se réclamer de son patronage et de faire ensuite comme si on pouvait garder le cadre utilisé par Arrow. Mais le plus grave concerne la structure des préférences. Des tests répétés ont montré que les préférences sont dépendantes des contextes et que les ordres de préférence se renversent fréquemment dès que la formulation des choix est modifiée ¹¹. Il est significatif qu'une grande majorité d'économistes ait refusé de prendre en considération les résultats de ces tests. Ceci conduit un des meilleurs spécialistes en épistémologie de l'économie, Daniel Hausman, à parler d'une clôture mentale dans la profession, rompant ouvertement avec les règles de la rigueur scientifique ¹². Le problème est sérieux ; il éclaire le rapport ambigu qu'entretiennent des économistes directement impliqués dans l'élaboration d'un discours normatif et prescriptif avec ce qui devrait constituer le fondement même de leur légitimité.

Au-delà, si l'on prend en compte simultanément les apports de Simon et les résultats des tests évoqués, l'interprétation actuelle du problème de l'« échec d'organisation » comme la théorie de l'ordre spontané s'effondrent.

Le discours de la « régulation du capitalisme » soulève enfin un dernier problème, celui de la nature de l'ordre juridique dont il est porteur.

Le découplage des instances de régulation avec les espaces nationaux de souveraineté, la thèse de la nécessité d'une indépendance de ces instances de régulation, sont autant de points centraux de la réflexion actuelle des économistes. Or, ces points instituent les commandements propres aux règles produites par ces instances de régulation en actes auto-référentiels, détachés de toute maxime de droit. La légalité de la procédure est supposée se suffire à elle-même.

11. Voir, A. TVERSKY, "Rational Theory and Constructive Choice", in K.J. Arrow, E. COLOMBATTO, M. PERLMAN et C. SCHMIDT (eds.), *The Rational Foundations of Economic Behaviour*, Basingstoke ; New York, Macmillan & St. Martin's Press, 1996, p. 185-197. Pour une discussion plus générale des conséquences de ce résultat, voir Jacques SAPIR, « Théorie de la régulation, conventions, institutions et approches hétérodoxes de l'interdépendance des niveaux de décision », in Forum A. VINOKUR (ed.), *Décisions économiques*, Paris, Economica, 1998, p. 169-215.

12. D.M. HAUSMAN, *The inexact and separate science of economics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994 ; voir le chapitre 13 : "On dogmatism in economics: the case of preference reversals".

C'est oublier que, pour que le légal et le juste puissent être confondus, il faut que les effets du commandement soient indiscutables. Ceci revient à dire que, soit le régulateur est omniscient et il est en mesure de produire des règles parfaites, soit nous partageons tous ses conceptions quant à l'ordre économique au sein d'une société parfaitement homogène¹³. Ces deux hypothèses sont à l'évidence absurdes. Elles sont de plus incohérentes avec la nécessité des règles. S'il était possible d'écrire des contrats parfaits et complets – et les règles sont une forme de contrat – ou si la société était entièrement composée d'individus homogènes et semblables, alors les règles ne seraient pas nécessaires. Nous serions dans ce bel univers de la pensée néoclassique où les agents économiques ne sont rien d'autres que des automates.

S'il nous faut distinguer le juste du légal, alors se pose le problème de l'espace de souveraineté au sein duquel se définissent les normes de la légitimité. Des notions comme l'État-Nation et la souveraineté du peuple redeviennent immédiatement pertinentes. Le risque de voir un régulateur non soumis au contrôle de l'expression de la souveraineté du peuple de se transformer en tyran est immédiat. Quant à la dévolution de la souveraineté, elle ne peut que prendre la forme de structures immédiatement fédérales et démocratiques. À défaut de telles structures, tout glissement d'un droit de coordination (la règle de l'unanimité) à un droit de subordination (la règle de majorité) constitue une usurpation qui signe l'existence d'une tyrannie. Le discours de la « régulation du capitalisme » s'avère être incohérent comme construction théorique, faux (et réfuté) dans ses hypothèses microéconomiques, et politiquement dangereux car porteur d'une vision du droit et de l'ordre juridique susceptible de conduire à la tyrannie. Ce discours aboutit à l'abandon de l'action politique au profit d'une vision purement technique des choix les plus importants, vision qui ne trouve plus pour s'équilibrer que le recours à la compassion.

III. Penser l'économie capitaliste pour en maîtriser les effets

Au-delà de toutes ses limites, le point le plus grave du discours de

13. Voir Jacques SAPIR, « L'ordre démocratique et les apories du libéralisme », *op. cit.*

la « régulation du capitalisme » est qu'il empêche de penser le vrai problème : les contradictions actuelles de l'économie capitaliste. Il faut donc reprendre le problème à la base pour pouvoir espérer tenir autre chose qu'un discours mystificateur.

Or, la base du problème dans toute économie caractérisée par la décentralisation des agents (les actions sont initiées séparément par des agents hétérogènes) et la densité (toute action de x peut avoir des effets non-intentionnels et imprévisibles sur y ¹⁴) est la combinaison des limites cognitives des acteurs individuels et des contraintes cognitives des acteurs collectifs.

Les limites cognitives des agents individuels impliquent de considérer les décisions comme relevant de combinaisons de routines et d'innovation. Les routines économisent du temps et libèrent les capacités cognitives pour traiter de nouveaux problèmes. Les limites cognitives se manifestent dans la possibilité d'événements imprévus. Ces derniers n'ont pas été évalués au préalable, à la différence d'événements peu probables, évalués mais rejetés en raison de la faible probabilité d'occurrence qui leur avait été attribuée ¹⁵. Ces événements imprévus provoquent la surprise, c'est à dire l'invalidation partielle ou totale des systèmes de représentations ou des « cartes cognitives » que les agents utilisent pour évaluer leur environnement. Cette surprise engendre la dissonance cognitive, qui conduit les agents à renoncer aux routines qu'ils utilisaient avant la surprise. Cette dissonance peut ainsi être un des moteurs de l'innovation. Cependant, si la remise en cause est trop globale, ou si elle affecte simultanément trop de secteurs de la vie de l'individu, la surprise peut avoir l'effet inverse. Elle conduit alors les agents à suspendre ou retarder des décisions. Le concept keynésien de préférence pour la liquidité, en particulier dans sa forme extrême de « trappe à liquidité » (tout accroissement de revenu est entièrement thésaurisé), traduit un effet particulièrement brutal de la dissonance cognitive. Les implications économiques en sont connues : chute de la demande solvable et de l'investissement.

Les contraintes cognitives qui pèsent sur les organisations renvoient à une analyse de ces dernières comme des structures information-

14. Pour une définition sociologique de la densité, E. DURKHEIM, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF, coll. « Quadriges », 1999 (1^{re} édition, Paris, 1937), p. 112-115.

15. Voir l'ouvrage fondateur, G.L.S. SHACKLE, *Expectations in Economics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1949.

nelles. Les organisations sont tout d'abord des réservoirs de connaissance procédurale ¹⁶. Les organisations sont, ensuite, des cadres où les opinions et les représentations se confrontent et – dans le meilleur des cas – s'harmonisent. Mais, les organisations doivent faire face à deux contraintes. Elles doivent démontrer leur aptitude à remplir certains critères externes de fonctionnement, assurant leur financement. Elles doivent aussi se prémunir contre des phénomènes d'éclatement en leur sein. Ce sont les fameux « échecs d'organisation », qui renvoient avant tout à des ruptures de loyauté et des crises de légitimité internes. Les stratégies que les organisations mettent en œuvre pour faire face à ces contraintes peuvent, dans certains cas, les empêcher de fonctionner de manière efficace comme structures informationnelles. Il y a alors rupture de cohérence entre la logique de survie à court terme et le long terme. Dans ces conditions, l'efficacité instantanée d'une organisation ne correspond plus à une efficacité sociale. Cette dernière, au niveau agrégé, peut devenir inférieure à la somme des efficacités de chaque organisation qui compose le système.

La combinaison des limites cognitives des individus et des contraintes cognitives des organisations peut prendre plusieurs formes. On peut être en présence de situations chaotiques où les capacités cognitives sont saturées ; on peut être en présence de chocs de temporalités (par exemple entre la temporalité de l'actionnaire sur un marché financier libéralisé et celle du salarié ou du concepteur industriel) conduisant à des conflits irrémédiables entre la cohérence interne et la cohérence externe des organisations et aboutissant à leur paralysie. Cette dernière influe à la fois sur les comportements individuels (qu'elle déstabilise) et sur le climat macroéconomique. L'économie doit alors se penser sur trois niveaux, le micro, le méso et le macro, avec les différentes interactions qui naissent entre ces niveaux.

Ceci définit le cadre de la politique économique. Dans sa dimension macroéconomique, elle doit éviter les chocs et les transformations brutales qui alimentent les effets négatifs des limites cognitives des individus et des contraintes cognitives des organisations. Dans sa dimension structurelle, elle doit viser à créer les conditions d'une

16. Connaissance qui est de la forme : je ne connais pas la réponse à la question, mais je sais qui la connaît.

cohérence des organisations et garantir aux agents la stabilité nécessaire pour que les surprises soient bien des incitations à l'innovation et non à la paralysie.

Telles sont les impératifs d'une action publique. Cette dernière ne saurait prévoir à l'avance les problèmes qu'elle affrontera ; elle ne peut se réduire à un simple cadre de règles. Imaginons un instant ce qui se serait passé aux États-Unis après le 11 septembre si le système monétaire de ce pays avait été gouverné par un Currency Board...

On peut donc mettre aujourd'hui parmi les objectifs concrets de la politique économique la nécessité d'une déconnexion financière (qui va donc plus loin que la simple Taxe Tobin) afin de limiter les chocs de temporalité¹⁷, une révision du système des charges sociales qui devraient être prélevées au prorata du chiffre d'affaires et non des salaires, enfin une mutation structurelle des règles de propriétés pour les grandes entreprises. La meilleure manière d'assurer une cohérence étant de concevoir cette propriété autour de trois blocs : un actionnariat public représentant l'État et les collectivités locales et exprimant l'impact de cette entreprise en termes de densité sociale, un actionnariat des salariés et une part réservée à des investisseurs externes à l'entreprise. Aucun des blocs ne pouvant être majoritaire, le dialogue serait impératif.

IV. Du retour du politique à une politique économique démocratique

L'action publique en économie est nécessaire car ce qui est vérifiable dans les hypothèses de comportement invalide l'idée d'une possible convergence spontanée à l'intérieur de règles. Cette action doit donc être discrétionnaire. Elle se met en œuvre sur des niveaux différents car l'économie est elle-même un système complexe fonctionnant en même temps sur des échelles différentes. Il ne saurait

17. Sur l'impact de la financiarisation, L. MIOTTI et D. PLIHON, « Libéralisation financière, spéculation et crises bancaires », in *Économie Internationale*, n° 85, 1^{er} trimestre 2001, p. 3-36. R. GUTTMAN, *How Credit-Money shapes the economy*, New York, M.E. Sharpe, Armonk, 1994.

donc y avoir de critère unique d'évaluation, et les grandeurs économiques exprimées en prix ne sont donc qu'un des éléments à prendre en compte. Cette irréductible pluralité des critères d'évaluation implique la formulation de règles heuristiques de choix et de critères qualitatifs; les unes et les autres sont du domaine du politique.

L'impossibilité d'exprimer la totalité des dimensions d'un choix dans un cadre monétaire traduit l'existence conjointe d'un principe d'incertitude quant au futur et d'intérêts divergents. Paradoxalement, ceci a été démontré tant par le libéral Hayek que par le socialiste Neurath¹⁸. Il y a donc nécessairement présence simultanée de critères différents qui doivent être hiérarchisés. L'instabilité des ordres de préférence pour les individus et la détermination des préférences par le mode de formulation des choix (le *framing effect*) interdisent de donner une signification technique à la hiérarchisation des critères d'évaluation. Celle-ci résulte donc d'un processus politique faisant apparaître dans une communauté donnée et en un temps donné une structure de choix.

L'économiste est donc confronté dans le même temps au caractère partiel de toute évaluation monétaire et à l'impossibilité de dégager une neutralité de la règle de choix. Il ne peut donc substituer son expertise au débat qu'au risque de l'illégitimité. C'est bien là tout le problème du glissement de l'expertise à l'expertisme.

Ce constat permet de définir les procédures que doit respecter la politique économique pour éviter une critique en illégitimité. Elle doit être soumise à un réel débat pluraliste, c'est-à-dire dépassant les habituels collègues d'experts, pour que tous les intérêts soient représentés. Ceci met en cause la pratique actuelle des agences indépendantes, et en particulier le statut des Banques Centrales indépendantes en Europe.

La pertinence de son domaine de décision doit être suffisante et, en particulier, aucune règle d'organisation de la procédure ne doit

18. Sur ce point, Jacques SAPIR, *Les Trous Noirs de la Science économique*, Paris, Albin Michel, 2000.

19. Voir S. HOLMES, "Gag rules or the politics of omission", in J. ELSTER & R. SLAGSTAD (eds.), *Constitutionalism and Democracy*, p. 19-58 ; et A. PRZEWORSKI, "Democracy as a contingent outcome of conflicts", in J. ELSTER & R. SLAGSTAD (eds.), *Constitutionalism and Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, p. 59-80.

peser sur le résultat de cette dernière ¹⁹. Ceci condamne les auto-limitations de la souveraineté qui, dans la réalité, préemptent le contenu du débat (par exemple les clauses économiques du Traité de Maastricht ou le Pacte de Stabilité d'Amsterdam).

Les règles de choix doivent pouvoir être soumises à vérification et contestation, ce qui suppose la définition claire d'un espace de souveraineté politique sans lequel il ne saurait y avoir de droit. Ceci soulève le problème du statut de l'agence de règlement des conflits de l'OMC, l'ORD, et plus largement pose le problème de la légitimité de l'OMC.

Bruno Depresle. — *Je voudrais revenir sur les propos de Jacques Sapir et sur le fait que la multiplicité des critères d'évaluation interdirait la maximisation. Depuis une décennie environ, on assiste à une tentative pour trouver un critère unique, c'est-à-dire le critère monétaire, à l'ensemble des externalités qui ne sont pas mesurées, a priori, par le marché. Récemment est paru, sous l'égide du Commissariat au Plan, un rapport qui a actualisé le coût de la tonne de carbone, de la pollution, etc. Qu'est-ce qui s'oppose, d'un point de vue théorique, à ce que l'on ait une évaluation, sur la base du critère monétaire, de l'ensemble des coûts qui sont aujourd'hui externes, qu'il s'agisse de coûts sociaux ou environnementaux, et de leur imputation à ceux qui en sont à l'origine ? Je sais que les obstacles pratiques à une telle imputation sont évidemment immenses, mais je voudrais savoir quels en sont les obstacles théoriques ?*

Jacques Sapir. — Un coût ne peut être entièrement révélateur, c'est-à-dire contenir la totalité des informations dont on a besoin pour une décision, que si deux conditions sont simultanément remplies : premièrement, l'effet d'une action n'est supporté que par le décideur lui-même ; deuxièmement, l'ensemble des acteurs a une connaissance parfaite de la totalité des implications dans la totalité de la temporalité de cette décision. Si vous touchez à une seule de ces hypothèses, vous ne pouvez plus dire que les prix sont parfaitement révélateurs et, à partir de ce moment-là, les mécanismes de marché ne peuvent pas aboutir à la révélation des utilités. Cela veut dire, par exemple, que les marchés de droits en matière de pollution sont une stupidité théorique. Je signale d'ailleurs que ce n'est pas dans les textes d'extrême gauche que l'on trouve la meilleure démolition du principe de droit de polluer, mais dans un ouvrage de deux élèves de Hayek, qui démontrent pourquoi un marché de droits sur la pollution ne peut pas fonctionner pour ce qu'on lui demande de

faire. Il peut fonctionner en termes de : « Mon économie s'étant contractée, j'ai plus de droits de polluer que je n'en ai besoin, je vais en vendre un peu et, ainsi, j'aurai un peu plus d'argent. » Mais ce n'est pas pour cela qu'ils ont été créés.

Quand Michel Aglietta fait, à juste titre, la distinction entre les prêts inter-bancaires à très court terme et les opérations sur des actifs, il suppose néanmoins implicitement que les gérants de fonds peuvent appliquer dans toutes les situations des raisonnements de type « calcul économique » et qu'ils vont donc préférer éviter un certain nombre de pertes. Or, dans toute une série d'applications, le problème est de choisir entre perdre un peu ou tout perdre. Cela veut donc dire que dans cette condition-là, le raisonnement de type « calcul économique », qu'il faut mobiliser pour supposer que des fonds d'investissement sont plus stabilisateurs, ne fonctionne pas.

On sort évidemment des situations normales, mais je crois qu'il faudrait toujours, lorsqu'on parle de finance, avoir en tête deux régimes. Il y a les régimes normaux que je résumerai de la manière suivante : les agents sont capables de faire des anticipations à la fois convergentes entre elles et convergentes avec la réalité, et les événements qui surviennent ne provoquent pas de surprises remettant en cause les cadres de représentation qui ont produit ces anticipations. Dans ces conditions-là, ce que dit Michel Aglietta est entièrement exact. Mais nous savons aussi qu'à côté de ces régimes normaux, il y a des régimes anormaux qui se caractérisent de la manière suivante : survient une « surprise », un événement complètement imprévu, sortant de la carte des possibles que l'agent avait constituée. À partir de ce moment-là, c'est l'ensemble du système de représentation qui est mis en cause et, au lieu d'avoir des raisonnements de calcul, nous tombons sur des raisonnements de type binaire – « oui/non », « je fais/je ne fais pas » – et toutes les règles que nous avons évoquées et qui fonctionnent en système normal cessent alors de fonctionner. Cela veut donc dire que lorsque nous pensons en théorie des systèmes de régulation, nous devons avoir constamment en tête l'existence des deux régimes.

Tous les discours sur la crise de liquidité disent que c'est une crise de représentation de l'agent : c'est absolument vrai, sauf que je maintiens qu'aujourd'hui la manière dont la théorie économique, dans sa très grande majorité, pense le problème de comportement des agents est tout simplement fausse.

Jean-Paul Dessertine. — *Je rapproche ce que disait Jacques Sapir à propos de l'impérialisme américain, impérialisme qui n'a jamais développé une théorie impériale, qui ne peut pas être comparé au cas de l'Angleterre, avec ce que disait Michel Aglietta sur l'affaiblissement du « centre ». La raison pour laquelle on ne peut pas réguler aujourd'hui le marché mondial est-elle la crise du centre régulateur du marché mondial ? Le problème auquel on est confronté n'est-il pas celui d'une insuffisance américaine plutôt que celui d'un excès américain ? N'est-ce pas le fait que l'on doit critiquer les États-Unis non pour ce qu'ils font mais pour ce qu'ils ne font pas ? En fait, la demande mondiale vis-à-vis des États-Unis, qui prend la forme d'une critique, n'est-elle pas, en fait, une critique de leur absence plus qu'une critique de leur hyper-présence ?*

Michel Aglietta. — C'est la conséquence même du développement de l'économie mondiale. Le PIB américain est en train de baisser, comme celui de tous les pays développés en termes de PIB mondial et, dans vingt ans, sera minoritaire : on aura un monde structurellement polycentrique. Cela oblige à repenser les modalités d'action collective par coopération entre les nations parce que je ne vois pas d'autre forme possible, dans les conditions historiques dans lesquelles nous sommes, que cette modalité. Aujourd'hui, il y a un manque à ce niveau, mais celui-ci vient à la fois des États-Unis qui ne veulent pas, pour l'instant, remettre en cause cette situation, et également du fait qu'il y a peu d'appel des grands pays qui émergent comme des puissances sur le plan économique : ils restent dans l'expectative et ne veulent pas prendre de responsabilités internationales. On est donc dans une sorte d'entre-deux extrêmement dangereux.

Jacques Sapir. — Il y a, c'est vrai, une insuffisance intrinsèque des États-Unis, qui est indépassable dans le cadre de la culture politique américaine, et cela, pour deux raisons.

Tout d'abord, il ne faut jamais oublier que les États-Unis se sont constitués sur la base d'une immigration en leur sein, fondée sur l'idée d'un refus des mondes de départ et sur l'idée de constituer un monde nouveau, radicalement différent et séparé des mondes d'où étaient issus les individus qui entraient sur le territoire américain ; l'isolationnisme est constitutif de la pensée américaine ; il ne faut

jamais oublier que les États-Unis se conçoivent, au départ, dans un cadre religieux, comme une tentative de construire sur terre la Jérusalem céleste. Si on oublie cela, on ne comprend pas pourquoi le religieux entraîne tous les actes américains et pourquoi des gens que nous qualifierions, ici, de « gens de gauche », ne peuvent pas parler politiquement sans mobiliser Dieu à tout moment.

Le deuxième point est aussi particulier à culture américaine. Nous avons vécu, en Europe, dans des sociétés qui sont « denses » au sens de Durkheim, c'est-à-dire où les interactions d'un individu sur l'autre sont extrêmement importantes. Je vous invite à relire l'importance que donne Durkheim au concept de la densité sociale dans ses différents ouvrages. Or, les États-Unis se constituent, en termes métaphoriques, sur un espace non dense : il y a, fondamentalement, une densité extraordinairement faible par rapport à la densité des pays européens ou asiatiques. Du degré de densité dans une société, il est possible de déduire une importance plus ou moins grande du rôle des institutions et de la capacité de cette société à admettre une prégnance du collectif sur l'individuel. Classiquement, les sociétés très denses admettent que les individus doivent être soumis à des règles collectives beaucoup plus fortes. Il y a une divergence fondamentale entre la culture socio-politique américaine et la culture des autres pays qui fait que les États-Unis ne pourront jamais être la Grande Bretagne ou tout autre pays.

X... — Les dernières mesures fortes qui ont été prises, que ce soit à l'OMC ou à la Fed, visent quand même à protéger le cœur du système, c'est-à-dire quelques centaines de millions de personnes. Cela signifie que l'on se moque de ce qui se passe dans d'autres pays : ils peuvent toujours se massacrer, on ne leur vendra pas de médicaments peu chers parce ce que ce n'est pas grave si les victimes meurent, etc. Il y a vraiment un problème au niveau de la régulation : tout ce qui vient d'être exposé est très intéressant, sauf que le nombre d'exclus est de plus en plus grand. Si l'on regarde le PIB par habitant, on observe qu'entre 5 000 dollars – les pays pauvres ou moyens – et 15 000 dollars, il n'y a personne ! Les seuls qui s'y sont risqués sont des pays comme la Corée ou l'Argentine qui, effectivement, avec des modes de développement un peu différents, n'ont pas réussi parce qu'on leur a enlevé un certain nombre de protections.

Bernard Gauthier. — *Durant toute ma carrière, notamment*

comme Préfet du Nord, j'ai participé de grand cœur à des réformes de méthodes, de structures. Aujourd'hui, je ne crois plus aux seules réformes de méthodes et de structures, aussi intelligentes, précises, travaillées soient-elles, qu'elles portent sur le canton, la France, l'Europe ou le monde. Elles sont indispensables, elles doivent être pensées, étudiées et mises en place intelligemment et à bon escient mais, avant de vouloir s'occuper de la régulation mondiale, il faut d'abord s'occuper de la régulation intérieure, celle de soi-même. Qui suis-je ? Qui ai-je envie d'être ? Quel sens ai-je envie de donner à ma vie, à mon engagement politique et social ? En effet, qui est le souverain en démocratie ? C'est moi et tous ceux qui m'entourent. Or, si le souverain ne sait pas qui il est et où il va, il peut se lancer dans toutes les réformes technocratiques et techniques qu'il veut, il n'aboutira à rien.

X... — En quoi consiste la Taxe Tobin et quelle est sa pertinence ? Lorsque l'on pose cette question à Lionel Jospin, il répond qu'il y est favorable et qu'il l'a d'ailleurs proposée en 1985. Lorsqu'on la pose à Laurent Fabius, il répond qu'il y est favorable mais que c'est impossible à mettre en œuvre. Lorsqu'on la pose à Monsieur Tobin, il répond qu'il n'est pas du tout d'accord avec ATTAC et qu'il pense que sa taxe ne pourra jamais être mise en place. Personne ne répond réellement sur la Taxe Tobin.

Michel Aglietta. — La Taxe Tobin est un impôt, non pas sur les stocks d'actifs détenus, mais sur les transactions financières et, précisément, sur les transactions de change, toute transaction financière entraînant l'échange d'une devise contre une autre. D'autre part, il s'agit de redistribuer cette taxe. Pour Tobin, il s'agissait de dire que ceci est une « friction » qui a l'avantage de défavoriser les capitaux à court terme et de favoriser les investissements à long terme. En effet, dans les échanges de positions extrêmement rapides, la taxe est due à chaque fois, ce qui peut finir par faire une taxe importante pour quelqu'un qui veut faire des opérations d'arbitrage à très court terme, spéculant sur une plus-value en capital. Le problème est que, ensuite, la Taxe Tobin a été prise en charge par des gens qui avaient en tête le problème de la pauvreté, de l'inégalité et de l'exclusion. À ce moment-là, on mélange trois choses très difficiles : mettre de la viscosité dans les mouvements de capitaux, l'émergence d'une fiscalité mondiale puisqu'il s'agit de toutes les

transactions faites dans le monde entier – alors que l’on voit les difficultés que l’on rencontre dans la mise en place d’une fiscalité européenne –, et comment redistribuer ? Les inégalités se situent essentiellement à l’intérieur des pays, de sorte que si la redistribution est effectuée au profit des gouvernements de pays qui n’ont pas jusqu’à présent réussi à mettre en place de redistribution, alors que certains d’entre eux ont connu des croissances de 7 à 10 % par an pendant 20 ans, il n’y a aucune raison pour que ce qui s’est passé avant ne se reproduise pas. Il faut donc une organisation internationale pour que le bénéfice de la Taxe Tobin aille aux citoyens les plus démunis et non pas aux gouvernements. Le problème est évidemment très important.

J’ai dit précédemment que le premier grand problème est celui des inégalités et de l’extrême dénuement d’une partie du monde. Effectivement, cela pose la question de l’égoïsme des habitants des pays riches vis-à-vis de cette question. Lorsque, au début des années soixante-dix, on a commencé à parler de la décennie du développement, on parlait de la nécessité d’un minimum d’aide aux pays pauvres de 1 % par rapport au PIB, et nous sommes actuellement en dessous de 0,1 %. Il n’y a pas d’autre solution, me semble-t-il, pour les pays les plus pauvres, que des transferts publics massifs, délibérés, organisés. La question est de savoir si une instance internationale peut en être le vecteur technique.

Jacques Sapir. — Il y a effectivement beaucoup de confusion dans le débat sur la Taxe Tobin. Comme vient de le dire Michel Aglietta, elle n’est réellement intéressante qu’en ce qu’elle pose le problème d’une forme de contrôle sur les mouvements de capitaux. Lorsque j’entends un ministre dire que c’est trop compliqué à faire techniquement mais que l’on va, en plus, taxer les ventes d’armes, je me dis que, d’une part, croire qu’il sera plus facile de taxer les ventes d’armes lorsque l’on sait que les États-Unis sont le principal vendeur d’armes, ce n’est pas sérieux et que, d’autre part, ce n’est pas répondre au fond du problème de la Taxe Tobin qui est la question des capitaux.

Il y a deux manières d’envisager les choses qui sont plutôt complémentaires qu’opposées. Il y a la question de la segmentation du marché des capitaux et celle de l’organisation des marchés. Je ferai la réponse que pourrait faire un ingénieur naval : lorsque l’on fait une coque, on étudie quelle est l’hydrodynamique la plus efficace

pour avancer à une certaine vitesse avec la moindre dépense de carburant et à régime normal de fonctionnement de la coque ; mais il peut y avoir une voie d'eau et l'on prévoit donc un compartimentage sévère de la coque de manière à ce que, si cette voie d'eau se produit, elle n'entraîne pas le naufrage du navire. Autrement dit, la thèse que je défends est celle d'un retour à une segmentation du marché des capitaux.

Je pense qu'il n'est pas possible, aujourd'hui, d'avoir des normes morales qui puissent s'appliquer sur la totalité de la planète. Non pas que je ne croie pas en la valeur internationaliste de certaines normes morales, mais je ne veux pas m'engager dans une logique de croisade et de conversion par rapport à ceux qui ont des normes morales différentes. Il ne pourra y avoir que progressivement peut-être conviction, et il nous faut donc penser des systèmes politiques qui vont reposer sur des normes morales divergentes. À partir de ce moment-là, il ne peut pas y avoir de droit international autre que celui de la coordination des droits nationaux. Il n'y a pas de citoyenneté mondiale et, de ce point de vue, il ne peut pas y avoir de règles mondiales dégagées du droit des États.

Enfin, un dernier point qui est très dérangeant dans nos croyances démocratiques. Si l'on regarde comment les pays d'Asie ont ou non résisté à la crise de 1997, on se rend compte que le degré de démocratisation n'a pas été décisif. Ainsi, si l'on observe deux pays qui étaient tout aussi anti-démocratiques, l'Indonésie et la Malaisie, on constate que le premier implose politiquement suite à la crise financière – qui n'est d'ailleurs toujours pas terminée et nous allons probablement vers un éclatement général de ce pays – et que le second a très bien traversé la crise, en particulier par une politique de contrôle des changes. Or, du point de vue de leurs idées politiques, Monsieur Mahathir n'est pas plus fréquentable que ne l'était Monsieur Suharto. Mais, si les deux étaient tout aussi anti-démocratiques, l'un était probablement beaucoup plus légitime que l'autre et avait une conception du service de l'État que l'autre n'avait pas.

Autrement dit, je ne pense pas que la crise asiatique était un problème de démocratie mais c'était un problème de collusion et de sens de l'État : le sens de l'État est nécessaire à la formation de l'esprit démocratique mais il n'est pas suffisant car on peut très bien avoir le sens de l'État sans avoir le sens de la démocratie ; en tout état de cause, si l'on n'a pas le sens de l'État, on n'aura jamais

le sens de la démocratie.

TROISIÈME PARTIE

L'Europe, laboratoire d'une transformation du capitalisme ?

Président : Guy RAFFI

Jean-Paul FITOUSSI

La question qui fait l'objet du thème de cette session ne m'a pas posé problème dans la mesure où ma réponse est : « Oui, si l'Europe le veut ! » Lors d'un colloque de haut niveau qui avait lieu deux jours avant l'attentat de New York, une personnalité européenne très importante disait, en substance : « Il n'y a rien à faire pour gouverner l'Europe que de subir les règles qui la contraignent, en matière de politique monétaire comme en matière de politique budgétaire, et il n'y a peut-être qu'à faire de la réforme structurelle : j'entends par réforme structurelle, la réforme la plus urgente qui est l'incitation au travail, c'est-à-dire la baisse des taux marginaux d'imposition et la baisse de l'indemnisation du chômage. » Je lui ai répondu : « En somme, vous demandez une augmentation de vos revenus pour résoudre les problèmes européens ! » C'était, en effet, une conséquence directe de la réforme structurelle qu'il proposait. Vis-à-vis du capitalisme, les intellectuels ont toujours eu un sentiment critique. Marx et Schumpeter avaient prédit, pour des raisons tout à fait différentes, la fin du capitalisme. Schumpeter pensait que le capitalisme ne pouvait conduire qu'à une névrose dans la mesure où les enfants gâtés de l'abondance renieraient leur héritage et exigeraient la transformation de ce système, car le « capitalisme sous tente à oxygène », c'est-à-dire le capitalisme sous protection sociale, ne pouvait pas survivre. Évidemment, ma position est exactement inverse et, d'ailleurs, l'histoire ne lui a pas donné raison ; elle n'a pas donné raison à Marx non plus et elle ne donnera pas raison aux personnes qui prédisent l'effondrement des systèmes : celui-ci se produira, mais pour des raisons que nous n'avons pas bien analysées *a priori*. En effet, il est une constante : lorsque nous prévoyons un événement, en principe il ne devrait pas se produire s'il est de l'ordre des événements défavorables.

Je pense donc que, si le capitalisme a survécu, c'est précisément

parce que nos systèmes sont des systèmes impurs : c'est cette impureté qui permet leur permanence. C'est cette impureté qu'il ne faut pas oublier lorsqu'on propose des réformes structurelles qui nous feraient entrer dans une expérience de laboratoire de capitalisme pur comme celle que l'on proposait à l'ex-Union soviétique de réaliser. Seul un système impur est contraint d'arbitrer entre des éléments contradictoires, peut aller au bout de son essence, c'est-à-dire se totalitariser. Voilà pourquoi notre système prévaut.

Pourtant, l'idéologie qui préside à la construction européenne est une idéologie qui peut, en principe, nous conduire à une forme très pure de capitalisme. Elle est d'abord fondée institutionnellement sur l'existence de deux centres de pouvoir qui ne peuvent avoir pour conséquence que l'instauration du libre-échange : la Banque centrale européenne, dont on sait qu'elle est l'institution la plus indépendante du monde – et probablement de l'histoire du monde –, mais aussi la Direction de la concurrence des Communautés européennes qui a le pouvoir législatif, exécutif et judiciaire. Lorsque l'on décrit ces deux institutions et leurs missions, on voit bien que l'orientation qui est donnée à l'Europe est une orientation libérale. Le programme de réformes de l'Europe – programme que l'on entend à toutes les conférences – est fondé sur ce que l'on appelle un *policy mix* idéal, à savoir : une politique économique robuste, c'est-à-dire une politique économique qui poursuit à la fois l'objectif de stabilité des prix et d'équilibre budgétaire.

Lorsque l'on parle de « politique économique robuste », l'implicite est que celle-ci ne doit pas procéder à des arbitrages par rapport aux objectifs qu'elle s'est donnés. Le deuxième élément de ce *policy mix* idéal est la modération salariale et la flexibilité : c'est d'ailleurs presque devenu un pléonasme que de dire que les évolutions salariales doivent être modérées. Que signifie une telle proposition ? Veut-elle dire que les salariés ne doivent plus participer aux fruits de l'expansion et, si oui, au nom de quels principes économiques ? Parce que la seule proposition raisonnable en la matière ne peut être que relative à la répartition des revenus entre salaires, profits et rentes, s'il en existe, et l'on sait qu'il en existe beaucoup. Peut-être les fruits de la croissance doivent-ils être équitablement répartis. Nous habiterions autrement une étrange société – mais c'est en fait celle que nous habitons ! –, prise d'angoisse à chaque fois que les salaires augmentent et applaudissant à tout rompre à chaque fois que les profits augmentent. Mais, là encore, on voit

bien que s'est produit un glissement sémantique qui nous fait résumer par l'expression « modération salariale » tout ce qui reste de politique des revenus dans notre système.

Le reste des recommandations contenues dans ce programme européen reflète bien le consensus : la flexibilité, la transformation des systèmes fiscaux et de protection sociale pour qu'ils deviennent plus incitatifs au travail, la nécessité de contenir financièrement les dépenses sociales car, a-t-on dit dans des documents européens, la capacité de les accroître est sévèrement restreinte par la concurrence fiscale internationale et la résistance des contribuables.

Le message qui se met en place, en ce qui concerne le capitalisme européen, est évidemment inquiétant car l'exigence de flexibilité qui résulterait de la conjugaison des effets de la mondialisation et du progrès technique est synonyme de précarité. Il faut donc introduire dans le système, pour le faire passer, un élément de générosité. Les intellectuels ont réfléchi et ont conçu le concept de *flex security* : c'est un concept de flexibilité dans la sécurité mais il s'agit davantage d'un barbarisme que d'un concept. Il désigne une série de mesures dont certaines représentent des progrès, comme les droits de tirage sociaux, et d'autres des régressions. Mais, en l'occurrence, c'est la philosophie générale du programme qui est intéressante car elle est pleine d'enseignements sur le type de sociétés dans lesquelles nous pourrions vivre demain si les gouvernements prenaient au sérieux ce qu'ils disent, ce qui, heureusement, est rarement le cas.

En effet, ce programme capture toutes les modérations de l'air du temps et il peut s'énoncer ainsi : le double triomphe de l'individualisme et du marché obligerait à réduire les prétentions redistributives des sociétés et les prétentions interventionnistes des gouvernements. Les recherches de la stabilité des prix et de l'équilibre budgétaire sont les seules politiques propres à rassurer les marchés. Il s'agit là des composantes du libéralisme ordinaire. Je n'ai rien contre le libéralisme s'il fait l'objet d'un choix explicite, politiquement assumé, comme, par exemple, dans les pays anglo-saxons. Mais, généralement, ce choix est présenté comme une contrainte. Il s'impose implacablement à l'ensemble des gouvernements européens continentaux. Il n'y aurait pas d'alternative. Or, deux études ont précisément montré le contraire : une étude que j'ai conduite dans le cadre du Conseil d'Analyses Économiques et une étude conduite dans le cadre du *National Bureau of Economic Research*

par Richard Friedman. Ces deux études concluaient qu'il n'y avait pas de modèle institutionnel du capitalisme et qu'il n'y avait pas, à tout le moins, de liaison entre les structures, par exemple du marché du travail, et les performances des pays. Cela est évident pour des raisons que nous connaissons mais que nous avons oubliées.

Rappelez-vous : chaque décennie a son modèle et, si nous avions suivi l'air du temps, nous aurions tous été français dans les années soixante, japonais dans les années soixante-dix, allemands dans les années quatre-vingt, américains dans les années quatre-vingt-dix et, évidemment, la nationalité des années deux mille est indéterminée – on suppose que, probablement, elle ne sera pas américaine mais on ne sait pas, l'histoire n'est pas écrite. On voit bien que ce déroulement de modèles institutionnels implique que, finalement, le capitalisme semble pouvoir s'accommoder de modèles institutionnels multiples et qu'il n'y en a aucun qui se soit trouvé dominant à toutes les époques.

Pour revenir à la philosophie du programme européen, un second élément de celui-ci est plus subtil. Ce seraient les salariés eux-mêmes qui porteraient la responsabilité des évolutions défavorables de l'économie – d'abord du marché du travail, évidemment, par le chômage mais, plus généralement, de l'économie parce que le chômage est un gaspillage de ressources. L'égoïsme des *insiders* – ceux qui ont un emploi – conduirait à des évolutions salariales excessives aux dépens de ceux qui sont à la lisière des marchés du travail. Voilà pourquoi ce programme contient, comme élément-clé de la réforme institutionnelle du marché du travail, une moindre protection des *insiders*, puisque ce sont eux qui empêchent les *outsiders* de venir. Ce discours de culpabilisation des salariés est évidemment trop caricatural pour être crédible, comme si, en nos sociétés, le conflit de répartition entre capital et travail s'était transformé en une lutte interne à la classe salariale.

Ce que l'on peut déduire du modèle européen en cours, c'est qu'il prend au mot les préceptes du libéralisme, dans un contexte où les gouvernements ont un peu abandonné leur pouvoir de régulation macro-économique. En effet, ce qui frappe lorsque l'on observe le paysage européen, c'est que les gouvernements n'ont plus de souveraineté sur le maniement des instruments de la politique économique, qu'il s'agisse de la politique monétaire ou de la politique budgétaire. Aujourd'hui, alors même que la contrainte du pacte de stabilité n'est pas atteinte, les autorités européennes – à la fois la

Commission et la Banque centrale européenne – montrent du doigt des pays tels que la France, l'Allemagne, l'Italie et le Portugal, qui auraient un déficit trop élevé alors que l'ensemble de ces pays a un déficit inférieur à 2 %. C'est la raison pour laquelle l'enjeu, aujourd'hui, pour ces pays, n'est même pas de laisser jouer les stabilisateurs automatiques mais de ne les laisser jouer que partiellement. Voilà le pouvoir budgétaire des gouvernements.

Aujourd'hui, en Europe, on considère qu'un gouvernement qui laisse jouer les stabilisateurs automatiques conduit une politique budgétaire : en fait, faire jouer les stabilisateurs automatiques signifie rester passif, ne rien faire devant les fluctuations de la conjoncture. On souhaite, au contraire, que ces quatre pays conduisent une politique économique procyclique en augmentant les impôts ou en réduisant les dépenses pour compenser partiellement l'effet des stabilisateurs automatiques.

Donc, pas de politique budgétaire, pas de politique monétaire. Il y a un vide de la souveraineté car, comme chacun sait, à force de n'être ni nationale, ni européenne, la souveraineté ne se trouve nulle part de façon explicite en Europe, sauf aux mains des deux institutions que je soulignais précédemment. Cela signifie que l'Europe conduit à un capitalisme très différent de celui qui est installé aux États-Unis, car les gouvernements américains ont généralement un maniement massif de leurs instruments de politique économique et utilisent de façon importante la régulation macro-économique. On l'a vu à chaque fois qu'un événement conduisait à une augmentation du chômage. On pourrait se dire que cela peut être concevable parce que l'Europe, à l'inverse des États-Unis, a mis en œuvre un système de protection sociale qui permet de maintenir la demande, même en situation de basse conjoncture, alors que les États-Unis n'ont pas ce système de protection sociale et sont obligés de le faire explicitement par la politique macro-économique. Simplement, on pourrait dire cela si l'Europe se flattait de son système de protection sociale et disait que, au moins, il lui permet de faire face aux coups du sort. Mais, aujourd'hui, on se sert de l'argument inverse en disant que c'est notre système de protection sociale qui nous empêche d'être efficace, de connaître une croissance potentielle plus élevée et, donc, qui nous met à la traîne du modèle américain.

C'est parce que l'on est dans ce type de réflexion que je crois qu'il y a un vrai danger : si on réduisait, en Europe, le système de protection sociale sans qu'il y ait d'instruments de politique écono-

mique qui soient l'objet d'une souveraineté, on pourrait alors avoir des récessions beaucoup plus graves car les États-Unis évitent que les récessions n'inscrivent leur effet durablement sur le chômage par le maniement des instruments de politique macro-économique. Nous, nous serions conduits à une situation très particulière ou, en tout cas, beaucoup plus libérale que celle des États-Unis.

En vérité, l'Europe peut donc être le laboratoire d'une transformation sociale, le lieu de l'invention d'une autre forme de capitalisme, de ce que j'appellerai la « démocratie de marché », c'est-à-dire d'une forme de système qui conjugue à la fois le critère d'égalité qui est l'essence de la démocratie et le critère de l'inégalité qui est généralement la conséquence du marché. L'Europe pourrait trouver un arbitrage du type de celui qui a été trouvé aux États-Unis sur ces deux critères, pourrait faire en sorte que le critère démocratique soit beaucoup plus important qu'il ne l'est ailleurs, surtout à un moment où nous nous apercevons que la démocratie est le seul barrage contre l'obscurantisme, à la fois économique, politique et moral, que généralement, la démocratie a été le seul barrage contre la famine.

Amartya Sen a montré qu'il n'existe pas d'exemple de famine dans un régime démocratique à égalité de niveau de développement : la famine n'est pas la conséquence d'une baisse de la production alimentaire, mais elle est la conséquence d'une mauvaise répartition de celle-ci, mauvaise répartition qui, en principe, est impossible en démocratie, dans la mesure où le gouvernement est amené à faire quelque chose lorsqu'un risque de famine existe et qu'il le fait en redistribuant les produits alimentaires.

On a compris cela. C'est la grande leçon que nous donne le ^{xx}e siècle mais on sait aussi que, en réalité, si on a une autre hiérarchie des valeurs, c'est le critère de la démocratie qui devrait nous servir à l'évaluation des politiques économiques. Il y a déjà plus de vingt ans, l'économiste canadien Dan Usher a proposé un changement des critères d'évaluation des politiques économiques : nous fondons notre évaluation sur l'efficacité et il pense que nous devrions la fonder sur le renforcement de la démocratie. « Telle mesure est-elle susceptible de renforcer l'adhésion des populations au régime démocratique ou, au contraire de l'affaiblir ? » : c'est selon la réponse que nous pourrions donner à cette question que l'on acceptera ou non la mesure.

Et, compte tenu du théorème d'équivalence avec lequel j'ouvrais

mon propos en disant qu'il n'y avait pas de modèle institutionnel unique et qu'il pouvait y avoir une diversité de modèles sociaux, on voit bien qu'il est possible de prendre au sérieux le critère de la démocratie dans l'évaluation des politiques économiques et de l'avenir que nous essayons de construire.

L'Europe, comme tous les territoires, est profondément travaillée par les mutations en cours à l'échelle du monde. En même temps, le projet européen préexistait, esquissant un champ de solidarités potentielles. D'où beaucoup d'attentes : l'Europe est vécue comme un processus de régionalisation bien spécifique avec une forte dimension politique qui a cependant du mal à se construire.

Il faut donc éviter le pur acte de foi dans la construction européenne. Ce serait desservir le dessin européen car cette posture ne correspond pas à ce qu'attendent les sociétés. Les populations attendent des réponses concrètes et un projet solide qui répondent aux problèmes qu'elles rencontrent.

Je souhaiterais m'arrêter sur trois questions, à partir de mes préoccupations syndicales :

- La « mondialisation » en cours laisse-t-elle place à des modèles de développement différents ?
- À quelle condition peut-on envisager une re-régulation ?
- Quel projet pour une Europe se donnant pour ambition de peser dans la mondialisation ?

1. – Une critique de l'idéologie de la mondialisation est indispensable

Il ne s'agit pas bien sûr de nier la réalité des phénomènes à l'œuvre. Je ne me reconnais pas dans le concept d'« anti-mondialisation ». Marx rêvait d'un développement des forces productives à l'échelle mondiale. Il évoquait même la perspective d'une classe ouvrière mondialisée.

Il s'agit d'être critique à l'égard de la mondialisation telle qu'elle se met en œuvre. Mais il serait stupide de vouloir s'opposer à un processus porté à la fois par l'évolution des techniques et des aspirations sociales et culturelles.

Un peu de sémantique est indispensable. Il faut distinguer trois notions : le « mondialisme », la « globalisation », la « mondialisation ».

Le *mondialisme* est d'ordre idéologique. Il est l'apanage des libéraux (libre échange) mais correspond aussi à une tradition de certains courants de gauche. Son défaut est d'ignorer les dominations.

La *globalisation* est un concept anglo-saxon essentiellement d'ordre financier. C'est l'espace délocalisé de la finance avec l'accumulation immense de fonds et des centaines de milliards de francs dans les paradis fiscaux.

La *mondialisation* est un concept plus intéressant. Il caractérise une nouvelle étape d'un processus d'internationalisation qui en a déjà connu d'autres. Il recouvre plusieurs dimensions : économique, politique, culturelle, qui sont autant d'enjeux d'intervention.

Le problème est que le monde ne fonctionne nullement comme un système intégré articulant les différentes dimensions de la vie sociale et économique de manière cohérente. L'illusion « d'un seul monde libéral » existe cependant après l'effondrement des pays socialistes.

Pourtant rien ne vient corroborer cette vision. Pour peu qu'on analyse l'économie mondiale, on conclut au contraire à une grande diversité de situations et de structures. Celle-ci devrait perdurer.

Prenons trois niveaux d'intervention :

a) *La régulation macro-économique*. – Certes, il y a une économie dominante, celle des États-Unis, mais on n'a pas de « conjoncture » mondiale sinon peut être dans le secteur financier.

b) *L'efficacité micro-économique*. – On est loin d'une homogénéité des processus de production. Produire, créer restent des actes profondément enracinés dans des réalités territoriales et humaines.

c) *La spécificité des modèles institutionnels*. – La diversité est là aussi de rigueur même si chacun doit évoluer. États-Unis, Europe, Japon et Sud-est asiatique ne vont pas naturellement converger.

Si le changement est partout à l'ordre du jour, il y a illusion à penser qu'il doit conduire à un modèle unique. Il n'y a pas « une bonne voie d'évolution » mais des choix stratégiques à opérer dans le

cadre de contraintes nouvelles. Ne retrouvons-nous pas des débats qui ont marqué tant le début du siècle que l'immédiat après-guerre ? L'Europe n'est pas condamnée à se couler dans un modèle qui ne serait que la pâle copie du système anglo-saxon.

C'est sur la base de ce constat que la construction européenne peut être crédible et peut avoir valeur exemplaire pour d'autres forces.

2. Il y a un enjeu de reconstruction des régulations dans les sociétés mondialisées

Par priorité, elles me semblent devoir concerner le travail, les protections et la promotion qu'il faut lui assurer.

Si les règles du travail n'ont pas heureusement disparu, elles ressemblent désormais à de « grandes cathédrales » largement vidées de leurs fidèles (Le Goff). Alain Suppiot ou Robert Castel ne disent pas autre chose.

Significatif a été l'abandon de l'objectif de plein emploi au cours des années quatre-vingts.

Le constat est celui de l'écart croissant entre le pouvoir des employeurs et les capacités d'action des salariés. Les directions ont une sorte de clause « *d'opting out* » vis-à-vis de leurs obligations sociales.

Cela a conduit à un double mouvement :

- Une pression sur les *syndicats* en tant que vecteurs d'identités collectives.

Le repli de la syndicalisation, même si elle s'opère à partir de niveaux très différents, est une réalité dans tous les pays d'Europe. La classe ouvrière ne peut plus se poser en cœur du salariat. Les différences structurelles dans la gestion de la main-d'œuvre se sont considérablement accentuées, amenant à des clivages profonds ;

- Une pression à la *déréglementation* en Europe, alors que l'ordre public social y occupait une place décisive. On se rapproche du modèle anglo-saxon qui entérine de fortes disparités dans la gestion de la main-d'œuvre.

Le problème majeur est celui du cadre juridique et pratique des règles du travail et leur caractère national et territorial. Alors que le poids des échanges, donc l'effet de la mise en concurrence,

s'accroît. Il n'y a cependant rien d'inéluctable.

Il n'y a pas non plus besoin d'attendre un hypothétique « gouvernement mondial ». Mais deux points d'appui.

Le besoin de sécurité est à la fois une exigence sociale et une source d'efficacité économique. Deux leviers sont à notre disposition : l'organisation des espaces régionaux et la réglementation des firmes transnationales.

La concurrence sociale s'exerce avant tout dans les ensembles régionaux (UE, ALENA, MERCOSUR, ASEAN...).

Ce sont surtout les pays au sein de ces blocs qui sont en concurrence les uns avec les autres dans le cadre de la relocalisation des activités comme le montre l'exemple de l'automobile.

Il y a donc une forte pertinence à construire des systèmes de garanties sociales régionaux. Il s'agit de gérer les différents niveaux de productivité au sein de ces ensembles.

Il faut des firmes qui soient des sujets directs de droits sociaux. Cette problématique ne vient pas se substituer à la réflexion sur les liens OMC-OIT. Mais plus de la moitié du commerce mondial est intra-firme. 1/3 des actifs productifs sont maîtrisés par les firmes transnationales. Elles doivent devenir des sujets de droits à l'échelle internationale.

L'une des priorités est bien de construire un ordre public social européen, socle d'un *modèle social européen*.

3. Cela suppose de faire émerger la dimension de solidarité en Europe face à la seule logique de la concurrence

Ne mésestimons pas les ferments de désagrégation qui sont à l'œuvre et qui sont sans doute à l'origine de la crise européenne actuelle. L'euro sans mécanismes de solidarité, c'est dangereux. Or, en matière de construction de solidarités, on est aujourd'hui pour l'essentiel dans la rhétorique.

Je prendrai trois séries d'exemples parmi d'autres :

– *Territoires et développement régional*. L'OFCE a montré tous les défis posés par l'élargissement : agenda 2000, recul des fonds structurels par tête. On n'est pas vraiment en état d'affronter les besoins ;

– *Coopérations extérieures*. Exemple : le programme Euro-Med 1995, qui devait être un élément clé de la politique méditerranéenne

de l'Europe, est en panne sur la base d'un échec évident ;

– Tous les *programmes européens*, comme l'a montré un *Sommet de Lisbonne* que nous sommes loin de considérer comme positif. Nous pourrions nous retrouver sur les objectifs mais ce qui domine ensuite c'est toujours la concurrence.

La déréglementation pour un « bon en avant dans grand marché » reste le *credo*.

Le slogan « oui à l'économie de marché, non à la société de marché » est trompeur. La maîtrise de la concurrence est indispensable. Il y a donc un débat à ouvrir sur la conception même de l'économie de marché et sa place dans les régulations.

Il faut donc un projet commun de solidarité solide. La compétition va monter de plusieurs crans avec l'euro, les mutations technologiques, la pression de la finance

Quelle croissance en lien avec la révolution informationnelle ?

– *Politique industrielle et de recherche à bâtir*. La nouvelle génération de téléphonie mobile a montré la carence européenne ;

– *Mobilisation des capacités humaines* : formation, plein emploi, recul de l'exclusion. On n'en est qu'au stade des discours ;

– *Biens publics* : la notion de services d'intérêt général peut permettre d'élargir le débat. Mais mesurons bien le chemin à parcourir.

– Quel nouveau type de *démocratie* ? Bâtir un espace démocratique. Enracinement de la souveraineté ;

– *Les limites de l'intergouvernemental* (exemple : fiscalité) ;

– *Fédéralisme solution miracle* ? La participation des citoyens et des salariés est sans doute la pierre de touche.

Notre vision n'est pas celle d'une Europe forteresse ou puissance s'isolant ou imposant sa vision. L'Europe doit être un acteur collectif de poids dans la confrontation sur l'évolution de la mondialisation.

René Iffly. — *Ce qui me paraît extrêmement grave, en ce qui concerne la construction européenne, est la démission complète des hommes politiques. L'exemple le plus frappant est celui de la Banque centrale européenne : dans les faits, la BCE définit implicitement sa stratégie, c'est elle qui fixe les règles de croissance, le niveau d'emploi, le taux d'inflation de l'Union Européenne. Il est normal qu'elle soit maîtresse de sa gestion et qu'elle fixe les taux d'intérêt et la masse monétaire, mais c'est aux politiques de prendre en main la définition de la stratégie et, sur ce point, il y a eu de leur part une véritable démission.*

Jean-Paul Fitoussi. — Le pouvoir politique s'est auto-dépossédé de ses influences. C'est par une démarche volontariste que la construction des institutions s'est faite. La doctrine est peut-être d'essayer d'avoir moins de responsabilités de façon à pouvoir toujours invoquer la responsabilité des autres ! La tendance de tous les gouvernements sur la planète est d'internationaliser les problèmes et de nationaliser les succès. Je ne crois pas vraiment que les gouvernements européens aient voulu se déposséder de ce pouvoir, mais la vraie raison est peut-être qu'ils avaient une haute conscience des réformes qu'ils devaient faire subir à une société qui n'en voulait pas et qu'ils ont trouvé ce moyen pour les imposer. Mais, dans ce cas, cela signifie qu'ils agissaient au nom d'une idéologie : je n'ai rien contre les idéologies, à condition qu'elles soient explicites, mais nous aimerions bien que cette idéologie soit débattue dans le cadre des programmes politiques et des élections.

Jean-Christophe Le Duigou. — Je n'ai pas l'habitude d'être tendre avec les politiques : on doit être exigeant et il y a de nombreuses critiques à formuler. En même temps, il serait dangereux de tomber dans l'anti-politisme. La question de la réhabilitation du politique n'est pas celle de l'un ou de l'autre des acteurs mais elle

passer par la réarticulation de l'ensemble des acteurs : il s'agit, aujourd'hui, de parvenir à reconstruire un pouvoir collectif sur l'économie, sur le social, et d'organiser une convergence d'actions redonnant sens à l'acte et aux choix politiques.

Jean-Paul Fitoussi. — Je ne sais pas s'il s'agit d'une divergence entre nous, mais je n'ai toujours pas très bien compris ce qu'était la société civile et les responsabilités que l'on pouvait lui donner au nom d'un principe que je n'ai jamais vraiment vu clarifié. Je crois en la démocratie, donc je crois en ce que l'espace du politique doit être occupé. Si l'on veut qu'une Europe démocratique existe, il faut que l'espace politique européen soit occupé. C'est la raison pour laquelle je ne vois pas d'autre possibilité que celle d'une fédération pour occuper cet espace. Comment la démocratie pourrait-elle se contenter d'un émiettement de souveraineté ? Ce n'est pas possible.

Thierry de la Chiente. — *Par rapport aux modèles et aux recherches de pistes, doit-on ou non inventer ou formaliser de nouveaux critères ? Le ^{xx}e siècle a été marqué par l'affrontement capital/travail. À l'aube du ^{xxi}e siècle, on peut peut-être se demander s'il ne faut pas considérer de nouveaux critères. Sont-ils « nouveaux » ou « complémentaires » ? C'est le problème de la citoyenneté et de la participation. On peut situer cette réflexion dans l'entreprise et, en parallèle, dans la cité.*

Concernant le choix du niveau de réflexion, il est vrai qu'aussi bien en Amérique du Nord qu'en Amérique latine un regard attentif est porté sur le « laboratoire » qu'est l'Europe. On peut donc se demander aussi si le niveau de réflexion est la région, l'État ou le rassemblement de régions.

En troisième lieu, quel rôle la France pourra-t-elle jouer dans la construction européenne mais aussi dans la construction interrégionale ? Je me situe sur ce point au niveau de l'émergence de nouveaux droits : les droits sociaux et culturels.

Cyril Benoît. — *Dans ce qui a été dit jusqu'à maintenant, on voit bien qu'au-delà des réponses techniques brillamment exposées depuis ce matin par les intervenants, il y a une question de fond politique qui se pose que je résumerai par la notion d'acceptation : quel est le degré d'acceptation du capitalisme ou de la mondialisation, et quels sont les critères politiques d'acceptation pour les*

populations, pour les nations, pour les États ? Il me semble que ce concept d'acceptation se décompose en deux autres thématiques : d'une part, celle de l'universalité et, d'autre part, celle de la légitimité, ces deux thématiques posant par ailleurs des problèmes très douloureux.

Quelle universalité ? Il semble à tous, y compris aux mouvements contestataires de la mondialisation et aux mouvements contestataires du capitalisme – que ce soit des mouvements comme ATTAC ou d'autres, plus anciens, d'inspiration marxiste – que l'universalité que propose le capitalisme n'est pas acceptable pour tous. On en a donné deux exemples excellents dans ce débat : celui des systèmes de production – peut-on universaliser le capitalisme pour « rentabiliser » des systèmes de production différents ? – et celui des systèmes culturels – le système de capitalisme qui nous est proposé « colonialise » et « marchandise » toute une série de biens culturels qui, jusqu'à présent, n'étaient pas des biens marchands, ce qui n'est pas, dans notre système de valeurs européen, classique. Quelle assise démocratique pour ce système ? Aujourd'hui, comme cela a été expliqué par Jean-Paul Fitoussi, les deux mots-clés de l'assise démocratique dans la construction européenne sont l'expertise et l'indépendance, qui ne me semblent pas des critères démocratiques : l'expertise, c'est celle des experts de Bruxelles ; l'indépendance est sans doute un facteur de stabilité – il a été dit combien la BCE est l'institution la plus indépendante que l'on n'ait jamais connue en matière monétaire – mais elle n'est contrebalancée ni par un contrôle démocratique, ni par une discussion démocratique. C'est un paradoxe car, si l'on se réfère, non pas à l'économie, mais à la philosophie politique, plus une société est complexe, plus elle a besoin de transparence, donc de discussion rationnelle accessible à tous ceux qui forment l'opinion publique. Or, tel n'est pas le cas.

Donc, l'Europe ne sera ni un laboratoire de la transformation, ni une réponse, si elle ne se constitue pas en démocratie et en puissance : il n'y aura ni démocratie de marché, ni projet à visée solidaire sans cette démocratie et cette puissance qui sont des éléments essentiels. On l'a vu avec les événements dramatiques qui se sont produits récemment : il n'est pas bon qu'une seule hyper-puissance qui véhicule une seule vision de ce capitalisme domine la planète. Cette hyper-puissance doit dialoguer avec d'autres, de manière partenariale.

Jean-Paul Fitoussi. — Je suis d'accord avec ce qui vient d'être dit mais il y a des questions, comme celle de l'universalité, auxquelles je ne sais pas répondre et qui, parfois, conduisent à réfléchir dans de mauvaises directions. Par exemple, ce que l'on appelle la mondialisation me semble davantage être une rhétorique de légitimation des gains des gagnants plutôt qu'un mouvement réel qui, en dehors de la sphère financière, existerait et bouleverserait le monde. On voit bien que cette rhétorique sert les gagnants puisqu'elle a pour objet de dire aux perdants : « Nous sommes désolés du sort qui vous est fait mais nous ne pouvons pas agir. Nous sommes impuissants. » Ce discours de l'impuissance du politique va dans la direction de cette légitimation. Quelle universalité ? Je souhaite que l'on pose la question en termes philosophiques, culturels, mais il ne faut pas tomber dans le piège que nous tend la rhétorique de la mondialisation.

Pour ce qui concerne la légitimité, le pouvoir européen n'est pas légitime dans la mesure où il n'est soumis à aucun contrôle politique : la Banque centrale européenne n'est responsable devant aucune instance politique ayant le pouvoir d'en modifier les statuts. Ce n'est pas parce que, tous les trimestres, Wilhem Duisenberg va visiter le Parlement européen et répondre aux questions des parlementaires que cela modifie l'horizon : le Parlement européen ne peut pas modifier les statuts de la Banque centrale européenne alors que le Parlement américain peut modifier les statuts de la Fed et ne manque pas de l'en menacer lorsqu'il n'est pas content de ce qu'elle fait. Mais, surtout, qu'est-ce qui légitime que la Direction de la concurrence ait un pouvoir aussi extraordinaire et certainement plus important encore que celui de la Banque centrale européenne ? En effet, le pouvoir de la Banque centrale européenne est suffisamment visible pour être en permanence critiqué alors que celui de la Direction de la concurrence l'est beaucoup moins. Pourtant, il est extraordinaire. Ces deux instances sont légitimes dans la mesure où elles ont été voulues par les gouvernements européens, mais elles ne sont pas légitimes devant les populations.

On peut dire que la construction européenne n'avance que par une série de déséquilibres. Probablement ceux-ci apparaissent-ils tellement graves qu'ils vont produire des institutions plus légitimes. On peut l'espérer.

Jean Picot. — *Je voudrais apporter quelques réserves au paysage européen sévèrement décrit par Jean-Paul Fitoussi sur le point particulier de la protection sociale. S'il y a bien un domaine où les documents qui émanent de la Commission de Bruxelles, aussi bien les documents d'études que les directives, s'éloignent totalement des recommandations de la Banque centrale européenne, c'est bien celui de la protection sociale. La pensée anglo-saxonne, qui est très active à Bruxelles – notamment dans le domaine de la concurrence, comme cela vient d'être souligné – n'a pas imposé ses points de vue à l'ensemble des gouvernements européens. Il ne faut pas sous-estimer les efforts que font un certain nombre de gouvernements européens, et notamment nos politiques, pour essayer de défendre, vaille que vaille et malgré une pensée libérale fort prégnante, nos systèmes de protection sociale.*

Jean-Paul Fitoussi. — Le problème n'est pas qu'ils ne les défendent pas mais que leur action est dans les faits contraire à ce que supposerait une défense. On voit bien que la concurrence sociale a commencé et que tous les pays européens sont en train de manipuler le coût du travail et de réduire le niveau de protection sociale. Leurs déclarations d'intention, telles qu'elles apparaissent dans les documents de la Commission ou des gouvernements, ne sont pas très crédibles.

Bernard Cournevin. — *Je souhaite revenir sur l'analyse du capitalisme et de la mondialisation. En ce qui concerne le capitalisme, n'y a-t-il pas deux capitalismes dont la différence va peut-être aller au-delà de l'opposition États-Unis/Europe, à savoir : un capitalisme développementeur à la keynésienne et un capitalisme rentier, beaucoup plus important et qui n'a jamais été vraiment analysé par les grands théoriciens mais qui est imbriqué en permanence dans l'histoire du capitalisme avec le capitalisme développementeur et qui reprend, depuis une trentaine d'années, des forces de façon fantastique, que ce soit avec la rente pétrolière ou la rente financière analysée par Keynes ?*

N'y a-t-il pas des liens entre la rente pétrolière, l'intégrisme et certains réseaux terroristes ? En septembre 1973, Pinochet ; en septembre 2001, Ben Laden : deux terroristes que tous les républicains condamnent, deux fascistes, mais tous les deux financés par la CIA ! Oui, la démocratie est une condition nécessaire mais, après cin-

quante ans de démocratie en Inde, il y a encore 50 % de la population qui est mal nourrie. Comme le disait René Dumont : « Les greniers sont pleins mais les ventres sont vides. »

La démocratie de marché ne suffit pas. Il faut aller plus loin.

Concernant la mondialisation, la classe capitaliste et la classe salariée restent les deux classes fondamentales. La classe salariée est potentiellement majoritaire dans la démocratie. À partir de cela, quelle est la nature du capitalisme mondialisé et financiarisé puisque'il n'y a, au niveau du monde, ni contrepoids démocratique, ni contrepoids véritablement syndical ? Ce capitalisme financiarisé n'est-il pas principalement rentier puisqu'il s'appuie, entre autres, sur plusieurs centaines de milliards de dollars d'argent sale qui sont recyclés chaque année – les spécialistes des paradis fiscaux et des narco-trafiquants le disent. Le capitalisme mondialisé ne développe-t-il pas, en permanence, depuis vingt ans, les inégalités ? Ne participe-t-il pas seulement assez marginalement au financement de l'investissement productif et dans quelle mesure n'est-il pas à l'origine des crises de plus en plus importantes que des parties croissantes du monde connaissent ?

Stéphane Hessel. — *Je voudrais souligner, comme Jean-Paul Fitoussi le fait lui-même, l'impasse dans laquelle nous nous trouvons et qu'il ne faut pas minimiser. Nous pouvons discuter ici sur ce que pourrait faire l'Europe, sur ce qu'elle ne fait pas encore... mais je crois nécessaire de prendre conscience du fait que nous sommes devant des échéances peut-être beaucoup plus graves que nous ne le pensons et que ce système contre lequel nous essayons de protester en disant qu'il ne va pas bien, qu'il faudrait le réformer, etc., a une capacité de se défendre qu'il ne faut pas sous-estimer. Les intérêts en question sont énormes. Comment réagir ? Par le syndicalisme – et s'il était encore plus fort, ce serait bien – mais peut-être aussi par une prise de conscience croissante dans tous les pays du Nord, du Sud, de l'Est et de l'Ouest, que cela ne va pas comme cela et que, par conséquent, tous ensemble, nous devons essayer, au moins, de réagir en réfutant les arguments au nom desquels le système actuel se défend.*

Yves Durrieu. — *En conclusion de son intervention, Jean-Paul Fitoussi a souligné que la priorité était la démocratisation et que celle-ci ne pouvait se faire que par la constitution d'une fédération*

de l'Europe. Je m'interroge sur le choix entre la priorité du contenant ou celle du contenu : c'était un peu les approches différentes faites en juin dernier par Schröder, d'une part, Jospin, de l'autre, ce dernier disant qu'il fallait d'abord étudier le modèle de société que nous voulions avoir avant de se mettre d'accord sur le fédéralisme alors que Schröder parlait uniquement du fédéralisme et ne posait pas le problème du contenu. Je voudrais savoir si Jean-Paul Fitoussi place, en priorité, le contenant ou le contenu ?

Jean-Paul Fitoussi. — La Fédération d'États-nations ne veut rien dire. Nous avons déjà transféré une grande partie de notre Souveraineté, et nous défendons l'État-nation pour sauver le reste. Ce n'est pas cohérent. Allons vers le vrai fédéralisme.

Jean-Christophe Le Duigou. — Le syndicalisme est un champ de débat en soi et nous serons certainement d'accord sur un certain nombre de critiques, y compris la critique majeure sur sa bureaucratisation. C'est une dimension de son affaiblissement. En France, les syndicats ont été affaiblis aussi parce qu'ils étaient confrontés à des gouvernements de gauche. Laissons cela de côté, même si c'est absolument essentiel.

Je pense que le syndicalisme a besoin de se préoccuper à nouveau de ce pourquoi il est fait dans les conditions actuelles, c'est-à-dire la mise en œuvre du travail. Il a quitté largement ce terrain-là. Aujourd'hui, l'axe de travail à la CGT est d'essayer d'ouvrir la voie dans la direction d'un nouveau statut du travail dans la société. Je ne crois pas que la contradiction du travail explique tout dans la société mais elle demeure présente.

Synthèse des travaux

Jean-Pierre PAGÉ

Il pouvait sembler incongru d'organiser un colloque sur le capitalisme, mot que l'on n'osait prononcer sauf à paraître « ringard », voire « politiquement incorrect », face à un système que le consensus s'accordait à considérer intouchable. Pourtant, les interventions et les débats qui ont eu lieu au cours de ce colloque ont montré que le thème retenu était tout à fait pertinent, et même d'une brûlante actualité.

Les deux premiers intervenants, Luc Boltanski et Anton Brender, ont dressé un tableau de l'évolution du capitalisme depuis le milieu du siècle dernier. Il est clair que nous sommes, à cet égard, parvenus à une époque charnière.

Luc Boltanski a, d'abord, montré comment on était passé d'un capitalisme s'appuyant sur l'« État providence » – un capitalisme ayant su intégrer des éléments du socialisme, selon les termes employés par Jean-Paul Fitoussi plus tard dans la journée – qui a culminé dans le projet de « nouvelle société », à un capitalisme autre qui, après la Chute du Mur de Berlin et jusqu'à aujourd'hui, est apparu triomphant. Ce capitalisme, développé sur les ruines du « fordisme » et de l'« État providence », s'est réorganisé autour du concept de « réseau » et a privilégié, au cours des années 1990, la flexibilité, la mobilité et le rejet de l'intervention de l'État.

En même temps, la nature de la critique adressée au capitalisme a complètement changé. À la critique « sociale », traditionnelle, progressivement étouffée par le développement de la flexibilité et de la mondialisation, a succédé un autre type de critique, que Luc Boltanski a qualifié d'« artiste », qui a commencé en 1968, et qui, mettant l'accent sur l'uniformisation de la société de masse dans le monde entier et la « marchandisation » de tous les aspects de la vie, a abouti à l'émergence progressive du mouvement « anti-mondialisation ».

Chemin faisant, l'orateur a montré comment la critique sociale que s'était appropriée le communisme ne s'est pas remise de l'écroulement de celui-ci et a été relayée par un discours et une action humanitaires, alors que le « giscardisme », par des avancées sur des sujets de société comme la dépénalisation de l'avortement, a donné l'impression de répondre à la « critique artiste » en faisant oublier la disparition progressive de la critique sociale.

Anton Brender, dans un autre registre, a montré que les « forces de gauche » ont, en quelque sorte, démissionné et cessé d'exercer leur rôle séculaire de contrepoids qui, dans le passé, avait obligé le capitalisme à s'accompagner d'un progrès social et lui avait imposé des régulations lui permettant d'éviter la crise permanente. Selon l'orateur, s'il y a crise du capitalisme, c'est parce qu'il y a crise de la « pensée de gauche ». Plus généralement, il y a crise de la « pensée critique » face à la montée des risques que font courir la croissance et l'internationalisation des mouvements financiers.

Les deux orateurs se sont accordés pour souligner que le capitalisme a développé lui même les phénomènes qui ont suscité sa vulnérabilité aujourd'hui et, à cet égard, le mot clef est l'exclusion. Ils ont montré comment la montée de l'exclusion – des individus au sein d'un même pays ou de régions entières du monde – est résultée de la course au profit et à la mobilité qui en est de plus en plus la condition nécessaire. Dans une société organisée en réseau où la prime à la mobilité est extrêmement forte, ceux qui ne peuvent pas suivre – et qui sont souvent ceux qui sont attachés à un lieu, à un mode de vie – sont, en quelque sorte, éjectés de l'orbite générale.

Michel Aglietta, un peu plus tard, a développé cette analyse en soulignant que l'intégration économique et financière s'est faite uniquement par le marché sans mécanismes de redistribution, ceci entraînant un développement vertigineux et insupportable des inégalités, lui-même à l'origine d'éruptions de violence et de la contestation anti-mondialisation. Le développement de l'exclusion prive le monde de ses éléments de stabilité : il faut des « moins mobiles » pour préserver les identités et les cultures. Le capitalisme, miné par les phénomènes d'exclusion, l'instabilité financière et la montée d'une contestation interne, devient très vulnérable. Or les systèmes actuels reposent sur la « confiance ». Ils supportent de moins en moins bien les chocs, les interruptions,

d'autant plus que la mondialisation a supprimé les barrières, les protections, les écluses.

Comment répondre à tout cela, comment réguler la mondialisation ? Michel Aglietta et Jacques Sapir se sont attaqués à cette question.

Jacques Sapir a d'abord montré les limites de la régulation telle que l'entend la pensée dominante. Si le *Consensus de Washington* – dont on rappellera les principes : le marché est aiguillé vers un fonctionnement optimal par la libéralisation des échanges ; les mécanismes d'intervention de l'État doivent s'effacer devant ceux du marché ; le bien-être social découle automatiquement de la croissance économique – a cédé la place, dans la deuxième moitié des années 90, c'est au profit d'une nouvelle synthèse qu'il a qualifiée de « néo-standard ». Selon celle-ci, le monde doit être régi par un « droit » donné par des instances indépendantes (en l'occurrence, l'OMC et les organisations financières internationales) imposant l'adoption de « règles » neutres et de « bons comportements » (la « bonne gouvernance »). Mais, outre que le discours qui sous-tend ce nouveau consensus présente de graves incohérences théoriques, il ne dit pas de qui émanent les commandements ainsi édictés, de quel « souverain », et au nom de quel « ordre » : social ? culturel ? marchand ?

L'orateur en déduit qu'il faut repenser le capitalisme et ses nouvelles règles que celui-ci ne peut pas définir lui-même. Ce rôle revient aux États. Si les critères sont multiples et les règles émanent d'ordres différents, il ne peut y avoir de choix déterministes, de « règles d'experts ». Tout choix est nécessairement politique, ce qui renvoie à une fragmentation et une polarisation redonnant force aux structures nationales.

Michel Aglietta a mis en évidence, dans un monde qui fait l'objet de cycles globaux et subit aujourd'hui une récession, la nécessité d'une régulation mondiale. Même le « centre » (les USA) est désormais vulnérable à des chocs qui se produisent très loin dans l'ex-périphérie et n'échappe pas aux effets des interdépendances. Il a souligné les lacunes des modes actuels de régulation et le danger de voir l'instabilité financière dégénérer en crise systémique. L'action fine d'instances spécialisées « marché par marché » est totalement insuffisante. Sa réflexion le conduit à préconiser, plus que l'avènement d'un utopique « gouvernement mondial », une coopération inter-

étatique plus efficace. Or, il constate qu'il y a, à cet égard, plus de points de friction que de coopérations. Et, si les USA ont compris la nécessité d'une concertation mondiale, ils ont tendance à ne le faire, avec une certaine efficacité, que dans les situations d'urgence.

Cette nécessaire coopération interétatique devrait permettre de redéfinir les missions des grandes institutions internationales et de leur conférer une légitimité politique en leur fixant des orientations tenant mieux compte que dans le passé des intérêts de toutes les parties prenantes, en particulier de ceux des pays pauvres.

En conclusion, il a montré que, dans la perception de la sensibilité aux chocs nés de la mondialisation et pour les mesures qui en sont découlées, l'Europe était très en retard sur les États-Unis. En particulier, le Traité de Maastricht, qui continue de régir le fonctionnement de l'économie européenne et s'inspire du système allemand, a été établi et adopté avant cette prise de conscience et n'en tient pas compte.

Précisément, les deux derniers intervenants, Jean-Paul Fitoussi et Jean-Christophe Le Duigou, ont abordé ce thème de l'Europe face au capitalisme en se demandant si notre continent pouvait servir de « laboratoire » pour élaborer les réponses aux nouveaux défis que pose son évolution.

À cet égard, le constat semble peu encourageant. Tout d'abord, Jean-Paul Fitoussi a montré comment, en se focalisant trop exclusivement sur les objectifs de la stabilité des prix et de l'équilibre budgétaire, le « programme européen » faisait preuve d'un libéralisme régressif pouvant aller à l'encontre de ce qui est souhaitable dans le contexte actuel. Dans cet esprit, il a souligné les contresens auxquels pouvait conduire l'emploi de notions telles que la modulation salariale, la transformation des mécanismes de protection sociale (pour les rendre plus incitatifs) ou la flexibilité. Ceci l'a amené à formuler le concept de *flex-sécurité* pour caractériser la philosophie des mesures qui en sont résultées. Il a montré que l'intoxication par cet « air du temps » conduisait au paradoxe selon lequel ce seraient les salariés (les *insiders*) qui seraient rendus responsables de ce qui ne va pas dans les entreprises, alors qu'ils sont les premières victimes d'un système qui les pressure au nom de la recherche de rendements toujours plus élevés pour les actionnaires extérieurs (les *outsiders*).

Autre paradoxe, c'est au moment où les USA redécouvrent les vertus de la régulation économique, qu'ils utilisent massivement, que l'Europe prend au mot les préceptes du libéralisme.

L'orateur, lui aussi, a conclu à la nécessaire réintroduction de pouvoirs politiques de régulation que les gouvernements européens ont abandonnés, soulignant que, si l'Europe pouvait être, dans l'avenir, le laboratoire d'une invention sociale, elle ne l'était pas encore. Il a, enfin, comme J.-C. Le Duigou après lui, montré, études à l'appui, qu'il n'y avait pas de modèle institutionnel unique du capitalisme. Jean-Christophe Le Duigou, pour sa part, s'est attaché à mettre en évidence que, contrairement à l'illusion qui a prévalu après l'écroulement du communisme, le monde ne fonctionne nullement comme un système intégré. Sous couvert d'un « mondialisme » s'appuyant sur une vision libérale ignorant les dominations existantes et caractérisé par une globalisation essentiellement financière, ce que l'on appelle la mondialisation aujourd'hui n'est, en réalité, qu'une étape d'un processus dont on ne connaît pas clairement les étapes ultérieures.

Il a ensuite souligné, venant après l'effort fantastique d'affaiblissement des syndicats dans l'univers anglo-saxon, la nécessité d'une nouvelle régulation du travail prenant appui sur une redéfinition du statut des entreprises en tant que sujets de droits sociaux au niveau mondial et sur une concurrence sociale s'exerçant dans des ensembles régionaux. Refusant le pur acte de foi dans la construction européenne, il a plaidé pour un projet européen beaucoup plus centré sur la solidarité et conduisant à un nouveau type de démocratie.

Renouveau de la pensée critique, analyse des conséquences de l'évolution d'un capitalisme qui peuvent le rendre insupportable et le déstabiliser, recherche des nouvelles régulations d'un monde grisé par son internationalisation, réflexion sur le contenu d'un programme européen inadapté aux exigences d'aujourd'hui, remise en chantier des relations sociales dans l'entreprise mondialisée et du statut du travail, autant de pistes qui ont été ouvertes par le Colloque et qu'il s'agit maintenant de suivre. Si les participants n'y ont pas réellement remis en question le capitalisme en tant que machine économique performante, ils en ont tous montré les dérives actuelles et les nuisances auxquelles il peut conduire s'il n'y est pas remédié, d'autant plus qu'il n'est soumis à aucun contre-poids

depuis la disparition de l'alternative communiste et depuis que l'internationalisation a réduit considérablement le pouvoir des États.

Paradoxalement, les événements tragiques que nous vivons peuvent rendre plus faciles qu'auparavant les transformations systémiques que la correction de ces dérives appelle, alors que, dans l'euphorie de la dernière décennie du xx^e siècle, la possibilité de les réaliser apparaissait très faible. La réponse au terrorisme risque d'être inefficace si l'on ne s'attaque pas aux causes profondes qui en ont permis l'émergence, à savoir la terrible inégalité de traitement entre riches et pauvres que le monde a laissé croître dans l'indifférence. C'est en œuvrant résolument pour un monde plus juste et solidaire que nous lutterons efficacement contre les actes criminels auxquels peut pousser le désespoir exploité habilement par le fanatisme.

Conclusion

Jean-Baptiste de FOUCAULD

Lorsque les trois Clubs se sont réunis pour organiser ce colloque, ils ont eu le sentiment de prendre un sujet que je qualifierai d'« anachronique d'avenir » : anachronique parce qu'on ne fait plus, aujourd'hui, tellement de colloques sur le capitalisme alors que cela se faisait beaucoup, peut-être même un peu trop, à une certaine époque. Et pourtant, je pense que l'approche que nous avons prise est la bonne : il faut sortir de l'empirisme. Nous avons trop tendance à agir sur les moyens sans agir sur les causes, sans travailler suffisamment sur les finalités ; cela est aussi vrai de l'action gouvernementale, qui a du mal à s'ancrer dans un projet mobilisateur, que de nos Clubs dans lesquels nous nous concentrons trop sur des thématiques spécifiques et pas assez sur des réflexions globales. Or, face à un mécanisme global puissant, il faut retrouver une capacité de penser globalement.

De ce point de vue, il était donc important de prendre du champ et de demander à des experts éminents qui travaillent depuis longtemps sur ces questions de nous aider dans nos réflexions et de nous faire partager la fine pointe de leurs pensées sur le sujet.

Il y a eu un moment assez curieux ce matin, que vous avez certainement relevé. On pourrait presque définir le capitalisme comme un catoblépas qui aurait besoin de la gauche pour éviter de dévorer ses propres pieds, car il n'est averti de ses méfaits que par les cris que la douleur lui inspire – le catoblépas est un monstre fabuleux qui mange ses pieds sans s'en apercevoir et qui n'arrête que parce que cela lui fait mal. On avait donc l'impression que le capitalisme était à la fois un animal puissant, fécond par certains côtés, mais destructeur par d'autres, y compris destructeur de lui-même, et qu'il avait besoin de la critique sociale pour à la fois vivre mieux et devenir plus juste.

C'est ambigu : à une autre époque, on nous aurait reproché de faire des compromis inadmissibles avec le système. En réalité, je pense que nous avons trouvé le ton juste : ni un ton naïf, imaginant qu'il

suffit de critiquer le système pour le changer, ni un ton résigné qui est une autre tendance forte de notre société aujourd'hui, qui a remplacé l'autre.

Pour apporter ma contribution en essayant de reclasser sous une forme un peu différente ce qui a été très bien résumé par Jean-Pierre Pagé, je voudrais partir de cette grille d'analyse que nous avons à Convictions. Pour tenir la promesse démocratique, il faut selon nous travailler simultanément sur trois cultures politiques : la culture de la résistance, la culture de la régulation et la culture de l'utopie. Ces trois cultures politiques ont été agrégées de force dans l'idéologie et dans le communisme qui a fait d'elles une machine puissante et, par certains côtés, diabolique – il s'est effondré, peut-être un peu vite et sans que l'on en ait tiré toutes les conséquences ; le bilan, me semble-t-il, resterait à faire. En tout cas, ces trois cultures sont à nouveau présentes mais séparées les unes des autres et, n'étant plus unifiées par le ciment de l'idéologie, elles se vivent comme contradictoires et alternatives. La culture de la résistance, c'est la culture de la critique et du refus. Elle s'apparie difficilement avec la culture de la régulation qui est lente, toujours en retard, tâtonnante, laborieuse, peu enthousiasmante ; mais c'est cette dernière qui universalise les droits. La culture de l'utopie, c'est ce qui est enthousiasmant, ce qui vaut la peine de vivre, mais, en même temps, c'est dangereux. En réalité, les trois cultures mises bout à bout se complètent. La social-démocratie doit aujourd'hui réunifier dans une logique démocratique, non totalitaire, ces trois cultures. Il me semble que, de facto, on peut replacer de nombreuses choses qui ont été dites aujourd'hui dans ces trois rubriques.

Le pôle de la résistance

Le message qui est sorti de nos travaux et, notamment, des propos de Luc Boltanski, c'est que la critique sociale qui s'était écrasée au sol reprend du poil de la bête. Mais il ne suffit pas de résister car on peut aussi faire des dégâts en résistant ; il faut résister à bon escient. Il s'agit ici de transformer les rapports de force en rapports de sens : ce travail implique de l'analyse en profondeur, de l'expertise et de la démocratie. On ne peut pas, par exemple, négliger certains apports de l'économie : la question des rapports entre coût du travail et exclusion ne peut pas être éludée car il ne suffit pas d'augmenter les salaires pour que tout s'arrange – ni d'ailleurs de les baisser. On

est dans le complexe. Il faut donc transformer les rapports de force en rapports de sens, à partir d'une analyse précise, intellectuelle et par des choix démocratiques. Cela nous oblige à construire une vision globale.

Il est très important d'avoir une approche de la critique sociale qui soit une approche qui n'exclut pas l'utopie mais qui soit plutôt tournée vers la régulation. C'est nouveau car, jusqu'ici, la critique sociale court-circuitait la régulation pour aller très vite vers l'utopie. Il est également très important de réintégrer les critères de jugement moraux, les critères de justice. Nous avons à reconstituer la globalité que nous devons appliquer aux trois grandes catégories négatives contre lesquelles nous luttons : l'exclusion, l'exploitation et la précarité qui est la rencontre de l'exclusion et de l'exploitation – le « précaire » est à moitié exclu, à moitié exploité, il n'est ni l'un ni l'autre. Il faut résister à ces trois phénomènes simultanément, ce qui implique des moyens différents, pour construire des projets dans le cadre d'un développement humain durable. En effet, ce que nous tentons de faire lorsque nous essayons de résister au capitalisme, c'est de garder ses aspects créateurs en diminuant ses aspects destructeurs. Le capitalisme est une machine mue par l'intérêt, par la force, et qui ne respecte pas ceux qui l'utilisent, les hommes ou la nature : le développement humain durable est ce qui permet de réintégrer tout cela.

Le pôle de la régulation

Le couple « sécurité-flexibilité » est ici un point nodal. Comment réformer le statut du travail et de la formation, comment assurer la place de chacun dans le travail, la capacité pour chacun de participer à la construction de la société dans le cadre d'un nouveau contrat social ? On ne peut pas faire l'économie de la double dimension de la sécurité et de la flexibilité.

Je rappelle qu'en 1997, le *Sommet de Luxembourg* a fixé cet objectif à l'Union européenne et que l'on a commencé à décliner des programmes orientés vers l'emploi dans chaque pays. Mais il est vrai que la construction sociale reste à faire, étant admis que le capitalisme ne concerne pas seulement les grandes entreprises mais aussi les petites et que la majorité des salariés travaillent dans ces dernières : le contrat social doit fonctionner partout.

Devant les risques terroristes, nous avons évidemment parlé des problèmes de sécurité, puisqu'il semble qu'il y ait actuellement une accélération de l'histoire en ce domaine. On voit bien que la conception de la sécurité est globale : il n'y a pas de sécurité militaire. Elle est sociale, humaine, politique et pas seulement militaire : elle est démocratique. C'est un premier chantier.

Anton Brender nous a dit que les infrastructures sociales étaient complètement à rénover. Comment faire ?

Puis, nous avons à mettre en place les régulations de la mondialisation. Michel Aglietta et Jacques Sapir ont très bien mis en avant une question délicate : les institutions en place ne peuvent pas réguler le système par elles-mêmes car elles ont besoin d'être régulées par du politique. Mais on n'est pas capable aujourd'hui de construire du « politique pur » au niveau mondial et on est obligé de passer par les États et donc par de la coopération interétatique. La question qui se pose ici me semble être de savoir s'il n'y a pas à créer des mécanismes qui obligent les États à coopérer. Pourquoi l'Europe a-t-elle réussi à progresser dans les années cinquante ? Entre autres, parce qu'il y a eu une invention institutionnelle qui obligeait les États à s'entendre. Le coût de la non-entente est devenu plus fort que le coût de l'entente. Il faut sans doute, de ce point de vue, s'inspirer en le transposant de ce qu'a fait l'Europe et bâtir quelque chose de nouveau. Cela me paraît être la condition de la réussite de la mondialisation : construire le droit à l'identité et à la différence dans un système mondialisé. Comment, dans un système mondialisé, régularise-t-on le droit légitime à la différence ?

Le pôle de l'utopie

Il faut distinguer plusieurs formes d'utopie. Il y a l'*utopie totale*, l'*utopie globale*, l'*utopie transversale* et l'*utopie locale*.

L'utopie totale est le rêve tentant mais dangereux. Ce sont les religions lorsqu'elles veulent tout faire et qu'elles ne respectent pas la démocratie. C'est, d'une certaine façon, ce qu'a essayé de faire le marxisme. Pour l'instant, il vaut peut-être mieux qu'il n'y en ait pas. *L'utopie globale*. — Nous sommes nostalgiques de cela mais, en réalité, nous en avons une et nous sommes un peu comme le bouvier de la parabole du zen qui cherche sa vache et qui ne sait pas où elle est parce qu'il est assis dessus : c'est la démocratie. La démocratie,

c'est à la fois un minimum de procédure, et l'égalité de chacun. C'est donc très différent de la sélection naturelle et du capitalisme. La démocratie réalisée, c'est une utopie et c'est cela que le communisme voulait faire. Nous n'avons aucune raison d'abandonner cette ambition-là. Mais il faut nous rappeler ce que disait Montesquieu : « Pour que la démocratie fonctionne bien, il faut de la vertu. » Si on veut que la démocratie se perfectionne en tant que capital social donnant à chacun sa place dans un réseau ouvert de relations, il faut un minimum de vertu. Malraux disait que « l'on ne fait pas de la politique uniquement avec de la morale » mais « qu'on ne peut pas en faire sans » et c'est un peu la même chose avec le capitalisme et le socialisme.

L'utopie transversale. — Dans un système capitaliste, il y a possibilité d'avoir des zones de non-capitalisme qui jouent un rôle plus ou moins important selon la capacité des acteurs. Il y a là des contre-poids importants : tout ce qui est autour de l'économie sociale et solidaire et sera d'autant plus important que le temps libre se développera, que la ressource humaine sera elle-même formée et développée et que le besoin de s'investir dans le rapport à l'autre sera plus grand ; l'économie publique : les biens collectifs, le système éducatif, la recherche, l'architecture...

L'utopie locale. — Dans un régime de liberté, il y a toujours possibilité de créer des communautés de vie ou des communautés de production alternatives. Pourquoi le mouvement coopératif n'est-il pas plus fort ? Une utopie fonctionne depuis dix siècles : les communautés monastiques ! C'est une utopie réalisée, un peu spéciale, difficile à promouvoir à l'échelon de la société, mais il n'y a pas de raison que la « cité de projets » évoquée par Luc Boltanski, la cité marchande, industrielle ou la cité du renom médiatique monopolise le terrain par rapport à la cité civique ou à ce qu'il appelle la « cité inspirée ».

L'Europe est à la fois une résistance, une régulation et une utopie. Il faut être attentif et en avoir une vision juste qui ne soit ni trop critique – ce qui est toujours une tentation –, ni trop idéaliste. On peut dire que la création d'une Europe fédérale réglerait tout, mais le problème est que les États, actuellement, ne sont pas capables de construire l'Europe fédérale. Il faut donc trouver le mécanisme qui permettrait de progresser.

Pendant la période qui va s'ouvrir, avec le rendez-vous de 2004, doit être mené le débat sur l'Europe qui permettra d'avancer. Est-ce la méthode inter-gouvernementale qui nous fera avancer ? Ou la méthode fédérale classique ? Ou encore la communautarisation progressive d'États-nations ? En tout cas, il faut en débattre. C'est essentiel aujourd'hui : nous devons sortir de nos problèmes par le haut. L'Europe n'est pas du tout condamnée au moins-disant social. Nous devons supprimer les paradis fiscaux et instituer un impôt européen sur les sociétés, pour éviter la course à la baisse...

Nous devons remercier le Cercle Condorcet de Paris qui a eu l'idée de ce colloque et est venu nous le proposer. Je remercie également le Cercle Républicain-Vouloir la République qui nous ont apporté leur concours. Nous avons intérêt à nous rencontrer plus souvent pour nous connaître, nous comprendre et nous enrichir mutuellement.

Cercle Condorcet de Paris

3 rue Récamier 75341 Paris cedex 7
Tél. : 01-43-58-97-15 – Fax : 01-43-58-97-87
E.mail : cavignon@laligue.org

Convictions

4 place de Valois 75001 Paris
Tél. : 01-55-35-36-44 – Fax : 01-55-35-36-45
E.mail : club-convictions@wanadoo.fr

Cercle Républicain-Vouloir la République

5 avenue de l'Opéra 75001 Paris
Tél. : 01-47-03-17-89 – Fax : 01-47-03-17-92
E.mail : contact@cerclerepublicain.org